



NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



GENERAL

E/CN.12/AC.16/15

14 février 1952

FRANCAIS

ORIGINAL: ESPAGNOL

---

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

Comité plénier  
Santiago, Chili  
11 février 1952

QUATRIEME RAPPORT ANNUEL DE LA  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

SOMMAIRE

Page

ETENDUE DU RAPPORT .....	
PREMIERE PARTIE. EXAMEN D'ENSEMBLE DE L'ORGANISATION ET DES TRAVAUX DE LA COMMISSION ET DU SECRETARIAT.....	
A. Mandat.....	
B. Projets.....	
1. Développement économique.....	
2. Problèmes économiques de l'agriculture.....	
3. Commerce international.....	
4. Etude économique de l'Amérique latine.....	
C. Discussions officielles avec des fonctionnaires gouvernementaux et des économistes.....	
D. Bureau de Mexico.....	
E. Relations avec d'autres sections du Secrétariat des Nations Unies.....	
DEUXIEME PARTIE. RELATIONS AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS INTERGOUVERNEMENTALES.....	
A. Institutions spécialisées.....	
B. Conseil économique et social interaméricain.....	
C. Autres institutions.....	
D. Participation du Secrétariat à des réunions internationales	
TROISIEME PARTIE. COMPTE RENDU DES DEBATS DU COMITE PLENIER	
A. Composition, assistance aux débats et organisation du travail	
B. Ordre du jour de la réunion du Comité plénier.....	
C. Discussions et résolutions .....	
1. Compte rendu des discussions.....	
a) Rapport du Secrétaire exécutif sur l'état d'avancement des travaux.....	

/b) Activités des

- b) Activité des Nations Unies en Amérique latine en vertu du programme d'assistance technique.....
  - c) Intégration de l'économie nationale des pays de l'Amérique centrale.....
  - d) Production et répartition du papier journal et du papier d'édition en Amérique latine.....
  - e) Modifications au règlement intérieur.....
  - f) Coordination avec le Conseil économique et social interaméricain.....
  - g) Programme de travail et ordre d'urgence.....
2. Résolutions adoptées .....
3. Projet de résolution pour le Conseil économique et social sur le rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine.....

ANNEXE : Exposé oral du Secrétaire exécutif à la séance du 11 février 1952 du Comité plénier.....

## ETENDUE DU RAPPORT

Le présent document est le quatrième rapport annuel et couvre la période s'étendant du 17 juin 1951 à la fin de la réunion du Comité plénier le 14 février 1952. Le rapport est divisé en trois parties principales. La première partie est un examen d'ensemble de l'organisation et des travaux de la Commission et du Secrétariat. L'essentiel de cette partie du rapport est une discussion concrète des projets actuellement entrepris dans les domaines du développement économique, des problèmes économiques de l'agriculture, du commerce international et enfin un examen des événements et tendances économiques récents qui concernent la région.

La seconde partie expose les relations de la Commission avec d'autres institutions intergouvernementales, principalement les institutions spécialisées et le Conseil économique et social interaméricain. La troisième partie rend compte des débats du Comité plénier réuni à Santiago du 11 au 14 février. Etant donné qu'aucune session ordinaire ne sera tenue en 1952, l'objet principal de la réunion du Comité plénier était de passer en revue le programme de travaux pour 1951 - 1952, ainsi que d'établir et de présenter le rapport annuel de la Commission au Conseil. Les décisions les plus importantes du Comité ont concerné le programme de travaux et l'ordre d'urgence des travaux pour 1953.

Le présent rapport a été adopté par le Comité plénier au cours de sa réunion du 15 février 1952.

/Première partie

PREMIERE PARTIE - EXAMEN D'ENSEMBLE DE L'ORGANISATION ET DES TRAVAUX DE  
LA COMMISSION ET DU SECRETARIAT

A. Mandat

En adoptant la résolution 414 (XIII) (paragraphe 40, sous-paragraphe c)), le Conseil économique et social a décidé de maintenir en activité la Commission pour un temps indéfini et d'intensifier ses travaux dans les domaines du développement économique et de l'assistance technique. Cette décision a été prise après un examen détaillé du travail de la Commission par le Comité spécial du Conseil chargé de l'organisation et du fonctionnement du Conseil et de ses commissions. La résolution du Conseil 414 (XIII) a ajouté les alinéas d) et e) au premier paragraphe du mandat qui définit les tâches de la Commission. Ce paragraphe amendé dispose que la Commission doit:

- "a) Prendre des mesures et participer à leur exécution, en vue de faciliter une action concertée pour résoudre les problèmes économiques urgents nés de la guerre, relever le niveau de l'activité économique en Amérique latine et maintenir, en les renforçant, les relations économiques des pays de l'Amérique latine, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde;
- "b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes ou études sur les problèmes économiques et techniques et sur l'évolution économique et technique dans les pays d'Amérique latine, dans la mesure où la Commission le jugera utile;
- "c) Entreprendre ou faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre économique, technique et statistique dans la mesure où la Commission jugera utile de le faire.
- "d) Apporter une attention toute particulière, dans le cours de ses activités, aux problèmes du développement économique et aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées, qui serviront de base à une action de caractère pratique visant à favoriser le développement économique de cette région.
- "e) Aider le Conseil économique et social et son Comité de l'assistance à s'acquitter de leurs fonctions en ce qui concerne le programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, en les aidant notamment à évaluer les projets entrepris au titre de l'assistance technique dans la région de l'Amérique latine".

/L'installation de

L'installation de la Commission sur une base permanente et l'élargissement de son mandat font ressortir et définissent avec plus de précision le rôle qu'elle joue en aidant les pays de l'Amérique latine dans leur effort de développement économique. La Commission est mise à même d'organiser son travail de manière à se concentrer sur un programme fondamental et continu de travaux constituant une base meilleure pour la recherche, l'analyse et la diffusion de l'information économique et technique, pour les décisions de politique générale et pour une action pratique.

Pour se rapprocher de ce but, la conférence de Mexico a chargé le Secrétaire exécutif d'établir un centre de la CEPAL pour le développement économique et de continuer d'une manière permanente les études sur le développement économique, y compris celles qui traitent de l'intégration économique de l'Amérique centrale. La conférence a également placé les études relatives au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, ainsi que l'étude économique générale, dans la catégorie des projets permanents compris dans le programme de travail. De plus, elle a donné instruction au Secrétaire exécutif de s'entendre avec le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique au sujet des activités communes CEPAL/AMT, qui se rapportent: a) à la formation d'économistes latino-américains b) à l'aide que nécessitent les gouvernements dans l'évaluation et la définition de leurs besoins d'assistance technique et c) aux centres d'études et réunions d'experts, étant entendu que toutes ces activités seront directement en liaison avec le programme de travaux permanents de la commission qui a trait au développement /économique.

économique.

## B. Projets

### Introduction

Le programme des travaux de la Commission et le Secrétariat lui-même ont été répartis en grandes catégories, c'est-à-dire: développement économique; problèmes économiques de l'agriculture; commerce international; étude économique générale; publication d'un bulletin économique trimestriel. De tout ceci, la partie principale tant en ce qui concerne les buts que les activités de la commission est celle qui se rapporte particulièrement au développement économique. Il y a lieu cependant de remarquer que les grandes catégories indiquées ne sont en aucune façon complètes en elles-mêmes ou indépendantes. Elles constituent en réalité une série de projets reliés entre eux par une communauté de buts et dans de nombreux cas une similitude de matières traitées. A titre d'exemple, certains des aspects les plus importants des travaux sur l'agriculture et le commerce sont en relation directe avec le développement économique; l'étude économique générale bien qu'elle traite de tendances et de circonstances actuelles, doit les interpréter à la lumière des problèmes de développement à long terme, cependant que l'objet même du bulletin économique comprendra toutes les autres catégories mentionnées.

Comme l'on peut s'en rendre compte d'après ce rapport, la plupart des activités de la commission dérive d'un programme continu qui s'est développé au cours des trois dernières années. La session de Mexico a reconnu cet élément de continuité et par les résolutions qu'elle a adoptées a apporté l'assurance que les travaux de la commission seraient continués sur une base permanente. Ceci était d'une importance essentielle du point de vue du développement économique, où de si nombreuses études sont essentiellement des études à long terme ou de

/nature périodique.



nature périodique. Divers travaux, groupes d'études, conférences d'experts etc, sont aujourd'hui organisés dans le but d'établir des rapports de fond destinés à la cinquième session qui doit avoir lieu à Rio de Janeiro. Les travaux qu'entraînent de tels projets ne seront cependant pas épuisés par l'établissement de ces rapports puisqu'ils forment une partie intégrante du programme général des travaux et seront par conséquent continués en 1953. Les travaux de l'année 1953 sur le développement économique approfondiront certains aspects déjà étudiés au cours de 1952 et entameront l'étude de problèmes non encore analysés de même qu'ils introduiront des activités nouvelles dans les catégories des centres d'études des réunions d'experts et de la formation d'économistes. Il en est de même dans le cas de l'étude économique générale pour laquelle les travaux sont très largement d'une nature périodique et pour laquelle le programme de 1953 signifiera une continuation des études commencées au cours d'années antérieures avec le désir de les présenter d'une manière actuelle et de les mettre au courant des événements récents.

1. Développement économique. Le Secrétaire exécutif réorganise actuellement le Secrétariat selon des principes qui permettront éventuellement de placer sous l'égide du centre de la CEPAL pour le développement économique les travaux principaux de la commission dans ce domaine. Ce centre a été établi en accord avec la résolution 4(IV) adoptée par la Commission à sa quatrième session. L'une des fonctions du centre sera la formation d'économistes latino-américains. Ceci est prévu par la résolution 4(IV) chargeant le Secrétaire exécutif de "mettre au point, en accord avec le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique les dispositions administratives et financières applicables à celles des activités du centre qui traitent de la formation économique". Les plans envisagés pour le programme de formation du centre sont examinés à la section 8 ci-après. Ainsi qu'il a déjà été expliqué, il est envisagé que les travaux sur le développement économique soient coordonnés et répartis par le centre. Les activités appartenant

au domaine du développement économique sont actuellement discutées sous les têtes de chapitre suivantes :

- a) Problèmes posés par le développement économique et technique requis pour l'établissement de programmes.
- b) Aspects financiers du développement économique, c'est-à-dire :
  - i. Politiques fiscales et monétaires dans leurs rapports avec les nécessités du développement économique (y compris les réunions d'expert
  - ii. Effet des impositions sur l'exportation des capitaux privés;
  - iii. Statut économique et juridique des investissements étrangers en Amérique latine
  - iv. Mesures pour accroître le rythme de la formation interne des capitaux et pour acheminer l'épargne vers des voies productives;
- c) Etudes sur le développement de pays déterminés;
- d) Développement d'industries déterminées;
- e) Intégration économique de l'Amérique centrale;
- f) Etude sur la recherche et la formation techniques;
- g) Rapports entre l'immigration et le développement économique;
- h) Formation d'économistes, et
- i) Assistance technique en Amérique latine.

a) Problèmes posés par le développement économique

L'étude actuellement entreprise sur les problèmes généraux posés par le développement économique dans les pays de l'Amérique latine répond aux objectifs suivants : classer les pays de l'Amérique latine suivant le degré qu'ils ont atteint dans leur développement/ évaluer le rythme auquel leur économie se développe et les possibilités futures de croissance; analyser certains obstacles fondamentaux qui ont nui au développement et indiquer les mesures nécessaires pour les surmonter ; examiner le volume

/et la composition

et la composition du commerce en rapport avec le type et le rythme du développement; estimer le cours que suivra le développement jusqu'en 1960, en indiquant de manière générale les problèmes de base que l'on pourrait le mieux résoudre, en se proposant des buts qui se rattacheraient à un programme déterminé de développement. Dans cette dernière étape du travail, il conviendra de faire un effort tout particulier pour formuler des hypothèses bien fondées sur les tendances suivies par les besoins de la consommation en rapport avec la production, les importations et les exportations. Après avoir délimité les problèmes et les obstacles qui s'opposent au développement, l'on fera une analyse systématique des différents aspects que revêt la technique nécessaire à l'élaboration de programmes de développement économique. L'on fera reposer cette partie de l'étude sur l'analyse des problèmes concrets qui se posent dans un ou deux pays. Il convient de souligner que ce travail présentera une très grande importance pratique pour ceux des gouvernements de l'Amérique latine qui essayent de stimuler et d'orienter leur développement économique. Cette étude qui, en fait, représente un pas de plus par rapport aux analyses présentées à la Conférence de Montevideo dans l'"Etude économique pour 1949", et à la Conférence de Mexico dans le document "Quelques aspects théoriques et pratiques posés par la croissance économique", sera terminée avant la fin de 1952 et soumise à la cinquième session à Rio de Janeiro en février 1953. L'on espère que cette étude contribuera également à servir de base à l'organisation d'une réunion d'experts en 1953.

b) Aspects financiers du développement économique

- i. Politiques fiscale et monétaire dans leurs rapports avec les nécessités du développement économique (y compris des réunions d'experts)

Lors de la conférence de Mexico, le Secrétaire exécutif fut prié de  
/préparer, avec

préparer, avec le concours du Fonds monétaire international, un rapport sur les politiques fiscales et monétaires dans leurs rapports avec le développement économique en Amérique latine. Au cours de discussions préliminaires entre le Secrétaire exécutif et les fonctionnaires du Fonds, le Fonds accepta de préparer quelques études préliminaires et de participer à un "séminaire" qui pourrait se tenir au siège de la CEPAL à Santiago au début de 1953. Le Secrétariat a déjà commencé à travailler à une étude destinée à définir les problèmes de politique fiscale et de politique monétaire qui touchent au développement économique et à analyser certains de leurs éléments. Cette étude sera présentée à la Conférence de Rio.

La proposition d'organiser une réunion d'experts sur cette question, est en cours de discussion avec l'Administration de l'assistance technique. Si une telle réunion a lieu, les documents de base comprendront des notes préparées par le Secrétariat, les fonctionnaires du Fonds et des experts d'Amérique latine, d'Europe et des Etats-Unis. La division fiscale du département des affaires économiques des Nations Unies pourra également participer à ces travaux.

ii. Effet des impositions sur l'exportation des capitaux privés.

La résolution 3 (IV) (document E/2021, page 74), prévoit entre autres une étude sur l'influence que les régimes fiscaux des pays exportateurs de capitaux peuvent exercer sur les décisions des contribuables de ces pays touchant les investissements à l'étranger. Ce travail n'a pas encore été entrepris, mais le contenu d'une telle étude et la manière d'y procéder font actuellement l'objet de discussions avec la division fiscale du département des affaires économiques; celle-ci sera commencée très prochainement. Le rapport qui sera présenté à la Conférence de Rio pourra aussi servir de document de base pour le "séminaire" sur les politiques

/monétaires et

monétaires et fiscales sus-mentionné.

iii. Statut économique et juridique des investissements étrangers en Amérique latine.

Cette analyse est une continuation des études par pays, commencées en 1950. Dans ces études on trouve un historique du statut actuel des investissements étrangers, l'importance de tels investissements dans l'économie de chacun de ces pays, ainsi que la politique suivie par le gouvernement à l'égard des investissements étrangers, telle qu'elle ressort des lois et des décisions administratives en vigueur. L'on compte, avec le concours du Département des affaires économiques au Siège central, se remettre bientôt à travailler sur cette étude, de manière à pouvoir terminer et publier l'entière série des études par pays avant la prochaine session.

iv. Mesures pour accroître le rythme de la formation interne des capitaux et pour acheminer l'épargne vers des voies productives.

Aucune étude particulière ne sera préparée sur cette étape du financement du développement économique. Le problème sera cependant traité dans d'autres études entreprises par le Secrétariat comme: problèmes posés par le développement économique et technique requise pour l'établissement de programmes, politiques fiscales et monétaires dans leurs rapports avec les nécessités du développement économique (y compris des réunions d'experts); études de développement dans des pays déterminés. Il est possible qu'au cours des deux premières années le Secrétariat présente un rapport séparé sur cette question en utilisant les matériaux actuellement réunis et analysés pour les autres études indiquées.

/c) Etudes de

c) Etudes de développement dans des pays déterminés.

Le Secrétariat présente, dans la deuxième partie de l'Etude économique de l'Amérique latine pour 1949, des études sur le développement de quatre pays (Argentine, Brésil, Chili, Mexique). Les tendances et le rythme de développement à long terme de différents secteurs de l'économie, (industrie, mines, agriculture) furent analysés en relation avec la croissance de la population, la capacité d'exporter et d'importer, ainsi que le rythme estimé de la formation des capitaux. D'autres études sur le développement de pays déterminés furent présentées à la conférence de Mexico. Trois nouvelles études (Cuba, Uruguay, Equateur) sont en cours de préparation et seront terminées avant la réunion de Rio de Janeiro. L'étude sur l'Equateur présente des caractéristiques intéressantes en ce sens que pour la première fois le Secrétaire exécutif envoya le groupe qui préparait cette étude dans le pays même, de façon à obtenir des renseignements de première main. Il s'agissait en partie de remédier au manque de données sur certains aspects de la vie économique du pays, mais surtout de répondre au vœu exprimé par le gouvernement de l'Equateur qu'une étude plus intensive fût faite sur place par le Secrétariat de la CEPAL, en complète collaboration avec les divers ministères du pays. Ce groupe, qui resta en Equateur un peu plus de deux mois, était composé du chef de la division des études économiques et d'un expert dans chacun des secteurs suivants. agriculture, industrie, mines, commerce et finances. Le rapport qui est en train d'être rédigé, devrait être terminé pour juin ou juillet 1952. L'on espère que cette méthode d'examiner les problèmes que pose le développement dans chaque pays individuellement, se révélera intéressante, et pourra être utilisée pour d'autres pays non encore étudiés.

d) Développement d'industries déterminées

Le rapport sur la Productivité de l'industrie cotonnière dans cinq pays de l'Amérique latine, soumis à la Conférence de Mexico, reçut un accueil favorable, et l'on voulut bien reconnaître qu'il avait fourni une contribution fondamentale dans ce domaine. En conformité d'une des résolutions adoptées à Mexico, il conviendra de faire une autre étude sur l'industrie textile pour évaluer les facteurs économiques d'ordre tant national qu'international, qui affectent le développement de cette industrie à son stade actuel, en particulier ceux qui ont retardé son progrès technique.

La Commission a estimé qu'en raison de leur contribution au développement économique en général, des enquêtes sur certaines industries déterminées devraient faire l'objet d'une attention spéciale, et en conséquence, demanda au Secrétaire exécutif d'effectuer des études et de prévoir des réunions d'experts "séminaires" sur les industries sidérurgiques, du papier et de la pâte de bois, ainsi que sur les industries chimiques et alimentaires. En exécution de cette requête, le Secrétariat a commencé à préparer ces études, à l'exception de celle sur les industries alimentaires qui n'a pas encore été commencée.

i) Sidérurgie

Le travail ici comprend deux étapes. Depuis la Conférence de Mexico le Secrétariat a procédé à une série d'études relatives à différentes étapes de l'industrie, et en particulier aux avantages comparés de certains emplacements en Amérique latine pour la production sidérurgique; l'influence de la dimension des usines sur le coût de production de l'acier ; la relation entre les

/dimensions du

dimensions du marché et la productivité; la productivité actuelle de l'industrie dans la région; les facteurs qui influencent les tendances de la consommation; et les perspectives de développement de l'industrie.

Simultanément à la préparation de ces études, le Secrétariat en collaboration avec l'ATT prépare une réunion d'experts pour la fin de 1952. Les plans actuels prévoient que des experts d'Amérique latine et d'autres régions seraient chargés de préparer des notes techniques qui, avec les autres études entreprises par la CEMIL constitueraient les documents de base des discussions de la réunion. L'objet primordial de cette réunion serait de donner aux experts latino-américains par les discussions et les échanges d'expérience entre eux-mêmes et avec les experts d'autres régions, d'analyser et d'éclaircir certains des problèmes de base que présente cette industrie en Amérique latine. Dans plusieurs cas ces experts seraient à même d'utiliser l'information ainsi acquise dans l'application directe aux problèmes spéciaux qui les préoccupent. En d'autres cas, ils joueraient surtout un rôle de conseillers et formuleraient des recommandations destinées à guider leurs gouvernements dans leurs plans d'établissement et d'expansion de l'industrie. La plupart des experts spécialistes venus d'Amérique latine, d'Amérique du nord et d'Europe prépareraient des notes techniques sur les problèmes et procédés de l'industrie, en particulier sur les moyens de combler les pénuries de combustible et les ressources insuffisantes de ferraille.

En raison de l'importance du développement de ces industries pour

/la région



la région dans son ensemble, il y a lieu d'espérer que les résultats de la réunion d'experts conduiront à une action intergouvernementale relative aux problèmes du commerce intrarégional des produits sidérurgiques.

Après cette réunion, le Secrétariat de la CEEAL préparera pour la cinquième session de la Commission un rapport sur le développement de l'industrie sidérurgique en Amérique latine en utilisant, en plus des études qu'elle fait actuellement, les résultats de la réunion des experts.

ii) Papier et pâte de bois

Eu égard à la pénurie mondiale de papier journal et de papier d'imprimerie, ainsi qu'à la nécessité pour les pays de l'Amérique latine de conserver leurs devises étrangères pour importer des biens de capital et d'autres biens essentiels, la Commission a considéré qu'il fallait se préoccuper, avec une urgence toute spéciale, de venir en aide à ces pays pour le développement d'une industrie du papier et de la pâte de bois. Ce faisant, la Commission remplit également le mandat donné par le Conseil dans sa résolution 374 (XIII) sur "la production et la répartition de papier journal et de papier d'imprimerie".

Faisant suite à des pourparlers avec la FAO, une étude conjointe CEEAL-FAO a été entreprise. L'objectif principal de cette étude sera de déterminer: l'emplacement, l'accessibilité et les dimensions des zones les plus importantes que l'on peut considérer comme sources probables de matières premières; une évaluation approchée du volume et des caractéristiques

teristiques botaniques des ressources forestières (ce qui fournit des indications sur le volume exploitable et les applications possibles; une évaluation de quelques caractéristiques physiques et chimiques de ces ressources forestières qui peuvent indiquer les chances de succès dans leur utilisation comme matière première pour la pâte de bois, les méthodes de sylviculture les plus appropriées au développement des espèces de plus grande valeur technique pour la manufacture du papier; la demande présente et future de papier et de rayonne dans les divers pays de la région; la demande de devises étrangères créée par les importations de pâte, de papier et de rayonne; l'emplacement, la capacité productive, les caractéristiques et les principaux problèmes de l'industrie latino-américaine actuellement existantes; et le type d'assistance technique requis pour le développement et la capacité de production de la pâte et du papier.

Le travail d'enquête sur place a déjà commencé et une première rédaction d'une section du rapport relative à l'un des pays est pratiquement achevée. L'achèvement du rapport complet est prévu pour le milieu de 1952.

L'on prévoit de pousser les travaux vers une nouvelle étape par une étude plus complète des ressources qui apparaissent comme les plus importantes d'après les résultats de l'étude préliminaire. Le groupe sera en mesure de comparer les avantages relatifs de divers emplacements du point de vue du développement ultérieur de l'industrie dans ces régions.

iii) Produits chimiques

Le Secrétariat est en train de terminer la phase préliminaire d'une étude sur l'industrie des alcalis qui couvre les disponibilités en ressources naturelles, en matières premières, les principales méthodes utilisées pour produire commercialement les alcalis à base de sodium et les mérites relatifs de chacune de ces méthodes. Pour l'étude principale, il faudra se livrer à des recherches sur la capacité de production présente et potentielle de l'industrie des alcalis dans les pays de l'Amérique latine, et analyser en même temps les tendances de la consommation dans cette région.

Le rapport correspondant à cette étude sera soumis à la cinquième session en février 1953.

e) Intégration économique de l'Amérique centrale

Au cours de sa session de Montevideo, la Commission a adopté une résolution recommandant aux gouvernements latino-américains lorsqu'ils établissent un programme de développement économique et adoptent les mesures correspondantes, de "tenir compte de la possibilité de développer la demande par un commerce réciproque de manière à réaliser une intégration plus complète de leurs économies et de parvenir à des niveaux plus élevés de productivité et de revenu réel.

D'accord avec les principes exprimés dans cette résolution, les délégations ont manifesté l'intérêt pris par leur gouvernement au développement de la production agricole et industrielle et des réseaux de transport dans leurs différents pays, ce qui doit favoriser l'intégration de leurs économies et l'élargissement de leurs marchés par un échange plus actif de leurs produits,

/la coordination

la coordination de leurs programmes de développement et l'établissement d'entreprises dans lesquelles tout ou une partie de ces pays trouvent un intérêt. Ils ont indiqué leur désir que le Secrétaire exécutif de la Commission collabore avec les gouvernements intéressés dans l'étude et l'exécution de ces plans. La résolution 9 (IV) adoptée à la session de Mexico a reconnu que "les aspirations des pays centre-américains constitueraient une contribution positive au développement économique de l'Amérique latine" et a chargé le Secrétaire exécutif, entre autre demande, d'étudier les moyens et les plans par lesquels l'objectif de l'intégration économique pourrait être progressivement atteint. Cinq républiques d'Amérique centrale: Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua trouvent un intérêt de première importance dans cette étude, cependant que le gouvernement de la république de Panama a également manifesté l'importance qu'il y attache.

Diverses discussions ont déjà eu lieu entre le Secrétaire exécutif ou le Secrétaire exécutif adjoint et les divers gouvernements centre-américains. D'autres échanges de vue sont envisagés dans un avenir proche. Les économistes de la CEPAL travaillent actuellement au recueil d'informations et à l'analyse des problèmes dont la solution est requise pour le développement progressif de la production agricole et industrielle par un échange accru de produits et, doit-on l'espérer, l'intégration éventuelle des économies en présence. Lorsque cette étude préliminaire sera terminée vers juin ou juillet 1952, il est envisagé d'organiser une réunion des Ministres de l'économie nationale des pays de l'Amérique centrale dans le but de soumettre à discussion les divers éléments de ce projet et de déterminer les mesures à prendre par la suite.

Comme partie intégrante de ce projet est prévue l'organisation d'une réunion d'experts des moyens de transport en Amérique centrale actuellement préparée par le Secrétariat en collaboration avec l'AMT. L'on s'accorde à reconnaître que les transports sont l'un des obstacles les plus importants au développement économique des pays centre-américains. Il a été décidé en conséquence d'envoyer en Amérique centrale une mission technique chargée d'une étude critique des ressources de transport actuellement existantes et des possibilités de les étendre et de les améliorer. Le rapport de cette mission pourra, espère-t-on constituer le document de fond principal de la réunion d'experts prévue pour la fin de 1952.

f) Etude sur la recherche et la formation techniques

Lors de la conférence de Mexico, une résolution sur la recherche technique (résolution 13(IV), document E/2021, pages 98-99) fut adoptée: le Secrétaire exécutif fut invité, après avoir rassemblé la documentation nécessaire, à convoquer un groupe d'experts chargés d'étudier la question d'améliorer les recherches de technique appliquée. Une enquête préliminaire est en cours d'exécution en ce qui concerne la recherche, tant agricole qu'industrielle. L'on est en train de recueillir des renseignements dans trois pays pour ce qui est de l'agriculture, et dans un seul pour ce qui est de l'industrie. On ne se propose pas là d'apprécier l'utilité ou la valeur des projets de recherche en soi, mais plutôt de déterminer et de décrire les types de projets actuellement en cours dans divers secteurs de l'agriculture et de l'industrie, et d'indiquer la mesure dans laquelle ces projets peuvent répondre aux divers besoins. Au cas où les résultats obtenus au cours de

/cette enquête

cette enquête limitée - qui est plutôt une étude-pilote -, paraîtraient justifier une enquête plus approfondie, le Secrétaire exécutif se propose d'entrer en consultations avec l'Administration de l'assistance technique et avec les institutions spécialisées intéressées pour obtenir leur concours.

g) Rapport entre l'immigration et le développement économique

Faisant suite à la résolution sur l'immigration (document E/1762), adoptée en juin 1950 lors de la troisième session, le Secrétaire exécutif constitua, à l'échelon du secrétariat, et avec le concours de la FAO, de l'OIT et de l'OIR, un comité de travail sur l'immigration et le développement économique. Ce comité avait pour tâche d'étudier la relation existant entre le développement économique et l'immigration en Amérique latine et de fournir aux pays de l'Amérique latine qui en faisaient la demande, une aide dans la réalisation de certains projets de développement qui impliquaient une immigration.

À Mexico, lors de sa quatrième session, la Commission a estimé que ce comité avait accompli un travail utile en faisant collaborer entre elles les institutions internationales qui s'intéressent à l'immigration dans la région. Considérant toutefois qu'un seul projet d'immigration avait été présenté au comité et que certaines organisations internationales poursuivaient des projets d'assistance technique sur une grande échelle dans un certain nombre de pays d'Amérique latine et dans des domaines qui concernaient à la fois le développement économique et l'immigration, la Commission recommanda au Secrétaire exécutif de procéder à des consultations avec les directeurs des autres organisations internationales intéressées à ce problème, en vue de la création par ces organisations d'un comité régional de coordination qui se réunirait chaque fois qu'il serait nécessaire pour examiner les progrès

/accomplis et

accomplis et coordonner les activités dans le domaine de la migration en Amérique latine

La réunion préparatoire de ce comité a eu lieu à Santiago du 7 au 9 février 1952. Y assistèrent les organisations suivantes: CEPAL, OIT, FAO, UNESCO OMS et CESIA. L'organisation provisoire du Comité intergouvernemental pour les migrants d'Europe (PICME) avait fait savoir qu'elle voulait être représentée, mais elle ne put envoyer qu'un observateur. PICME a reçu un rapport complet sur la réunion.

Les représentants des organisations participantes ont **décidé** que le Comité devrait se limiter à la rédaction d'un exposé sur l'organisation projetée pour le Comité qui serait soumis pour approbation aux autorités des organisations participantes.

Il a été décidé que le Comité serait composé de représentants des organisations présentes à la réunion, aussi bien que des autres organisations intergouvernementales qui souhaiteraient en faire partie: le Comité aura un caractère consultatif et sera destiné à faciliter la coordination des activités et à prévenir des doubles emplois dans le domaine des migrations. Le Secrétariat en sera assuré par le Bureau international du travail.

Il est proposé que la prochaine réunion soit convoquée à Sao Paulo si possible avant la fin d'avril 1952.

Le Secrétariat, avec la coopération de l'OIT et de la FAO a également procédé à une étude sur l'immigration dans ses rapports avec le développement économique de l'Amérique latine.

#### h) Formation d'économistes

Une mention a déjà été faite de l'établissement d'un centre pour le développement économique qui prévoit entre autres une section spécialement consacrée à la formation d'économistes latino-américains.

Selon la résolution (IV) l'organisation et le programme de cette section  
/de formation

de formation sont sous la responsabilité commune de l'AAT et de la CEPAL. Il a été convenu que le directeur de ces activités de formation serait nommé par l'AAT sur la recommandation du Secrétaire exécutif qui, à son tour, serait responsable devant l'AAT de la planification et du fonctionnement du programme.

L'objet principal de la section est de donner une formation de spécialiste des problèmes du développement économique à un groupe choisi d'économistes latino-américains en mettant l'accent sur les recherches et les techniques liées à l'établissement de programmes économiques.

Le programme de travail sera une combinaison de recherches réelles, de conférences et de discussions conçues à la fois pour des économistes débutants et des économistes confirmés. Il sera organisé selon le principe que les travaux concernant le développement économique présentent quatre étapes: diagnostic, pronostic, établissement de programmes et exécution. Une formation de base sera donnée à travers ces quatre étapes, bien qu'en même temps une certaine spécialisation puisse être favorisée dans la mesure où l'intérêt même des économistes et les occasions de recherches pratiques le permettront. Ces recherches pratiques seront organisées à partir du programme courant de travaux du Secrétariat. Le Secrétaire exécutif choisira, parmi les candidats présentés par les gouvernements membres, ceux qui sont qualifiés pour le genre de recherches et de formation qu'offre le secrétariat de la CEPAL. Ils seront placés comme assistants auprès de certains fonctionnaires du secrétariat et travailleront sous la direction, à la fois de ce fonctionnaire et du directeur du programme de formation.

i) Assistance technique en Amérique latine

L'Administration de l'assistance technique a présenté au Comité plénier un rapport (document E/CN.12/AC.16/4) qui donne des informations détaillées sur ses activités en Amérique latine au cours de l'année 1951. Ce rapport

/montre que la



montre que la liste de ces activités s'était considérablement étendue et couvrait aujourd'hui une grande variété de sujets. L'un des traits les plus remarquables du programme d'assistance technique au cours de l'année passée, a été l'application de nouveaux procédés et de nouvelles méthodes, (en particulier "séminaires" et réunions d'experts) dans la diffusion des connaissances et des techniques qui peuvent aider les divers pays à favoriser leur développement économique.

La Commission a manifesté un intérêt actif au développement des activités de l'assistance technique. Au cours de ses sessions annuelles - La Havane, Montevideo, Mexico - la Commission a soigneusement étudié les programmes d'assistance technique et a fortement recommandé l'expansion de ses activités; par ses rapports et ses débats, elle a aidé à formuler une définition claire des relations de l'assistance technique et des programmes de développement économique. Selon les plans actuellement établis, l'AMT et la CEPAL collaboreront plus étroitement dans l'application du programme d'assistance technique. A titre d'exemple, l'AMT doit désigner un représentant régional brésilien qui, tout en remplissant ses obligations générales vis-à-vis du programme d'assistance technique en Amérique latine agira comme officier de liaison entre l'AMT et le Secrétariat de la CEPAL.

Un programme de formation, patronné conjointement par l'AMT et la CEPAL, sera établi au sein du Secrétariat de la CEPAL au bénéfice d'économistes latino-américains, ainsi qu'il a été exposé dans la section précédente relative à la formation d'économistes.

Des plans sont déjà assez avancés pour la convocation de deux réunions d'experts au cours de 1952. L'une sur le développement de l'industrie sidérurgique (voir section d)ci-dessus) et l'autre sur les problèmes de

/transport en

transport en Amérique centrale (voir section e) ci-dessus). Des discussions sont également en cours pour déterminer la possibilité d'organiser, avec la collaboration et la participation du Fonds Monétaire International, un "séminaire" sur les politiques fiscales et monétaires (voir section IB.1 (b) et IIA.4 du présent rapport).

## 2. Problèmes économiques de l'agriculture

Tandis que, dans les années passées, la FAO et la CEPAL se bornaient à collaborer sur des projets isolés, depuis la conférence de Mexico elles ont mis au point un programme de travail conjoint qui couvre un grand champ d'activité en ce qui concerne les problèmes économiques de l'agriculture. La section agricole s'occupe également d'éviter tout double emploi entre la FAO et la CEPAL dans l'obtention de renseignements agricoles de nature économique en Amérique latine.

Parmi les travaux achevés ou en cours dans la section agricole, les suivants méritent une mention spéciale:

Participation au centre latino-américain de formation en vue de la planification agricole, qui s'est réuni à Santiago du Chili du 26 septembre au 19 décembre. Le Secrétaire exécutif, ainsi que divers autres membres du Secrétariat ont participé à l'activité du centre de formation agricole réuni sur l'initiative du gouvernement du Chili, de la FAO, des Nations Unies (y compris la CEPAL) et de la Banque Internationale. Il s'est agi là principalement de conférences sur le développement économique, l'exploitation des fermes, le crédit agricole, l'emmagasinement des graines. La section agricole participa également, dans une certaine mesure, au travail de "laboratoire" du centre et organisa une série de débats avec les boursiers d'un

/certain nombre

certain nombre de pays de l'Amérique latine. En général, ces boursiers étaient des ingénieurs agronomes, dont beaucoup occupaient des postes de commande dans leur propre gouvernement.

Réunion en Amérique centrale d'experts en matière de crédit agricole

En application de certaines résolutions adoptées par la Commission à ses troisième et quatrième sessions, la CEPAL et la FAO s'occupent actuellement d'organiser, en mai ou juin 1952, une réunion en Amérique centrale d'experts en matière de crédit agricole. Le but d'une telle réunion sera d'échanger les idées et expériences acquises en matière de crédit agricole. Ces délibérations devraient contribuer à améliorer le fonctionnement du crédit dans les pays participants, particulièrement en Amérique centrale. Il s'agit là d'une réunion de caractère strictement technique qui groupera des spécialistes venus non seulement des pays de l'Amérique centrale, mais aussi d'autres pays de l'Amérique latine, ainsi que des Etats-Unis. Si les secrétariats de la CEPAL et de la FAO préparent, pour cette réunion, quelques-uns des documents de base, il est également prévu que chaque participant fournira une étude préliminaire sur l'un ou l'autre des divers aspects du problème.

Etude des facteurs qui affectent la productivité agricole

Il existe un manque général d'informations objectives en Amérique latine sur certains problèmes importants d'agriculture. Parmi ces problèmes figure l'étude des facteurs qui influencent la production agricole. Le Secrétariat est d'avis qu'un grand nombre de ces problèmes peut être traité de la manière la plus efficace par l'établissement préalable d'une méthode convenable de réunions et d'informations et ensuite d'analyse des problèmes.

/Il semble

Il semble qu'une telle méthode devrait d'abord être appliquée aux problèmes existant dans un pays dans le but de déterminer si elle est applicable à un usage plus général.

Il a donc été décidé d'entreprendre avec la collaboration du Ministère de l'agriculture et de l'administration chilienne du développement, une étude spéciale fondée sur des visites faites dans les fermes mêmes de la vallée centrale du Chili par des agronomes entraînés dans le but d'obtenir sur place les informations relatives aux facteurs qui influencent la productivité et sur les décisions prises par les fermiers en ce qui concerne en particulier l'utilisation du sol et les techniques de l'exploitation rurale. Un échantillonnage représentant au moins 3 pour 100 des fermes de la région sera soumis à l'étude. L'on espère de cette manière obtenir des informations suffisantes pour mesurer l'importance relative de facteurs tels que: les dimensions de la ferme, la capacité professionnelle des exploitants, l'emploi des machines agricoles et des engrais, la qualité des semences, le degré d'irrigation, le niveau des prix et l'existence des marchés.

Si cette méthode se révèle fructueuse, elle pourra être utilisée dans d'autres pays pour recueillir des informations et arriver à une meilleure compréhension des problèmes de l'économie agricole dans ces pays.

d) Etudes sur l'agriculture de certains pays déterminés. Au cours des trois ou quatre prochaines années, l'on espère compléter une série de rapports sur les problèmes posés par le développement agricole en procédant par pays individuellement. Par ces études, que l'on vient de commencer, l'on se propose d'analyser les grandes lignes générales du développement agricole par pays, de manière à obtenir une documentation de base qui facilite l'intelligence de

/l'évolution agricole

l'évolution agricole actuelle de chacun de ces pays. L'on espère que trois ou quatre de ces études pourront être terminées avant la prochaine session de la Commission à Rio de Janeiro.

### 3. Commerce international

Les secrétaires exécutifs de la CEPAL et de la CEE étudient actuellement quelles mesures pratiques pourraient être prises par les deux commissions pour développer le commerce entre l'Amérique latine et l'Europe. L'étude de ces possibilités d'accroître le commerce Europe-Amérique latine constitue un développement de l'étude déjà réalisée par les deux secrétariats en 1951. L'analyse du commerce latino-américain actuel avec les autres régions du monde (y compris l'étude des relations des échanges) et l'influence des événements mondiaux sur ce commerce formera une partie importante du rapport économique général pour 1951-1952 (voir ci-après).

#### Développement du commerce intrarégional

Au cours des débats lors de la quatrième session à Mexico, l'on souligna tout particulièrement l'intérêt que présentait l'expansion du commerce intrarégional qui offrirait l'avantage d'ouvrir des marchés plus vastes et de spécialiser davantage le développement industriel des pays de l'Amérique latine. Les délégations latino-américaines considérèrent que cette tâche présentait un grand caractère d'urgence et prièrent le Secrétaire exécutif d'en élargir la portée dans toute la mesure où ses ressources le lui permettraient. Permission lui fut également donnée de faire appel à des experts non-gouvernementaux chaque fois qu'il l'estimerait nécessaire, pour examiner les divers aspects de ce problème.

Le Secrétariat accomplit dans ce domaine un effort tout particulier. Son travail comprend deux parties. Dans la première, une étude aussi complète que possible est faite des conditions et des tendances que l'on discerne

/actuellement dans

actuellement dans le commerce des pays de l'Amérique latine entre eux, ainsi que des difficultés qui font obstacle à l'expansion de ce commerce. A ce sujet, le Secrétariat étudie, entre autres, l'influence sur le volume du commerce intrarégional des facteurs suivants: taux de change et contrôles quantitatifs à l'importation et à l'exportation, traités et accords, taux et frêt et accès aux moyens de transport, liens commerciaux et existence de facilités financières, qualité et prix, et problèmes posés par la balance des paiements.

Dans une seconde partie, le Secrétariat examine la possibilité de développer l'échange de nouveaux produits. Les pays de l'Amérique latine se vendent entre eux surtout des matières premières et des aliments. Quoiqu'il soit important de conserver et même de développer ce genre d'échanges, il se trouve néanmoins qu'un certain nombre de pays ont atteint dans leur développement un stade qui leur permet de pouvoir exporter des produits manufacturés, et ainsi de recueillir les bénéfices de la spécialisation économique et d'atténuer leurs difficultés de paiement. De nouvelles industries actuellement surgissent qui pourraient ouvrir la voie à de telles perspectives (surtout celles pour lesquelles certains pays disposent d'avantages naturels et économiques), si l'on pouvait surmonter certains des obstacles sus-mentionnés. Le Secrétariat se propose de faire porter son effort sur un nombre relativement restreint de ces nouveaux produits manufacturés, pour pouvoir examiner avec précision les conditions requises pour l'échange de tels biens entre les pays de l'Amérique latine (y compris les conditions de paiement) et apprécier les bénéfices que chaque pays retirerait d'un tel commerce. On espère que le rapport sur le commerce intrarégional, qui sera présenté à la cinquième session, pourra servir de

base à une action intergouvernementale.

#### 4. Etude économique de l'Amérique latine.

Dans l'étude pour 1951-1952, l'on s'est particulièrement proposé de mettre en évidence les tendances et les questions économiques courantes qui affectent la région prise dans son ensemble. Tout en entendant également examiner les facteurs qui intéressent l'économie des divers pays de la région, l'on compte les grouper de manière à faire ressortir leurs aspects d'ordre, tant régional que national.

Dans les chapitres de l'introduction, c'est l'aspect régional de ces problèmes qui est particulièrement souligné quand l'on dégage les traits saillants de l'économie de l'Amérique latine prise dans son ensemble et que l'on analyse les rapports économiques internationaux, rapports qui exercent une si grande influence sur le cours du développement économique de l'Amérique latine. De plus, l'on passe en revue, pour les apprécier, les événements capitaux (qu'ils viennent ou non d'Amérique latine) qui ont joué un rôle particulier dans la région au cours de l'année écoulée.

Développant les idées centrales exprimées dans l'introduction, le rapport dirige ces études de fond en trois grandes sections.

##### a) Rapports économiques avec les autres régions

En raison de son importance primordiale pour les économies des pays latino-américains, le commerce international joue le rôle principal dans cette section du rapport. Cette section commencera donc par une analyse des répercussions que les événements et les tendances mondiaux ont eu sur le commerce latino-américain. Les pressions inflationnistes, la disponibilité des biens, les réserves de devises étrangères, l'influence du programme de sécurité mutuelle et d'autres facteurs encore qui seront examinés du point de

/vue de leurs

vue de leurs conséquences pour l'Amérique latine. Cette section prêtera également une attention spéciale à la composition des importations et des exportations des pays latino-américains et aux variations récentes du "terme des échanges". Enfin, seront étudiées l'évolution des marchés des produits latino-américains et les possibilités d'accroître les exportations dans ce domaine. Une importance particulière sera donnée aux relations commerciales des pays de l'Amérique latine avec l'Europe et les Etats-Unis et aux possibilités de développer les relations commerciales avec ces régions.

b) Production

Les principaux éléments de cette section du rapport traiteront des changements intervenus dans la production et les disponibilités des diverses marchandises des chapitres spéciaux étant consacrés à l'agriculture, aux mines et à l'industrie.

c) Les problèmes monétaires et la balance des paiements

La section finale du rapport est consacrée à une étude des pressions inflationnistes qui s'exercent sur l'économie de chaque pays et sur la région dans son ensemble. La productivité des biens de capital et le rythme auquel la quantité de ceux-ci s'accroît seront également soumis à l'étude afin d'établir si possible une relation entre ces données et les phénomènes inflationnistes.

Discussions officieuses avec des économistes et des fonctionnaires gouvernementaux dans divers pays.

A l'invitation de fonctionnaires de la INFAIC (la nouvelle Banque pour le développement) et d'autres organismes gouvernementaux, le Secrétaire exécutif, accompagné du Secrétaire exécutif adjoint, se rendit à Cuba peu de temps après la réunion de Mexico pour examiner certains problèmes économiques

/qui se posent



qui se posent dans ce pays, et en particulier ceux qui intéressent le travail de la CEPAL.

Au cours des mois suivants, deux autres visites du même ordre furent faites. En août, le Secrétaire exécutif, accompagné d'un économiste de la CEPAL, se rendit au Brésil pour deux semaines, et discuta, au cours de diverses réunions, les problèmes économiques de ce pays, ainsi que les principaux rapports économiques préparés par le Secrétariat. Plus tard, en octobre, il accompagna le groupe de travail qui se rendit en Equateur pour étudier le développement économique de ce pays. Le Secrétaire exécutif passa là une semaine, au cours de laquelle il eut divers entretiens avec les fonctionnaires du gouvernement, et mit en train le travail du groupe de la CEPAL.

Des discussions irrégulières ont également eu lieu entre le Secrétaire exécutif ou les fonctionnaires importants de la CEPAL et le représentant du gouvernement chilien et divers économistes de ce pays.

Aussitôt après la réunion du comité plénier, le Secrétaire exécutif, accompagné du Secrétaire exécutif adjoint et du chef du bureau de Mexico, compte se rendre en Amérique centrale. Quoiqu'il se propose de recueillir des renseignements et d'étudier les problèmes relatifs au projet d'intégration de l'économie nationale des pays de l'Amérique centrale, il compte également, au cours de diverses discussions, explorer les principaux problèmes économiques d'ordre interne qui se posent dans chaque pays.

/Le Secrétariat

Le Secrétariat a entrepris ce genre d'activité depuis la dernière réunion de la Commission. A en juger par les opinions émises et l'accueil réservé par les économistes et les fonctionnaires gouvernementaux qui ont participé à ces discussions, il semble que de telles activités soient extrêmement utiles, tant pour les gouvernements aux prises avec ces problèmes, que pour le Secrétariat dans l'accomplissement de sa tâche.

#### Bureau de Mexico

Au cours des années précédentes, il n'avait pas été possible de procéder aux recherches et études sur place que nécessitaient des rapports complets sur les problèmes économiques de la région nord de l'Amérique latine, en raison de l'éloignement du siège central de la CEPAL et des ressources limitées, tant en argent qu'en personnel dont elle disposait.

Conformément à la résolution adoptée lors de la quatrième session (résolution 30(IV), E/2021, page 130), un bureau de la CEPAL a été créé à Mexico pour permettre à la Commission de mieux s'acquitter de sa tâche dans les pays septentrionaux de l'Amérique latine: Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Salvador, Guatemala, Haiti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama. Le gouvernement du Mexique a généreusement facilité à la CEPAL l'établissement de ce bureau.

Le Secrétaire exécutif adjoint a été désigné comme directeur du Bureau de Mexico.

Le Secrétariat s'est déjà tracé un important programme de travail dont les principaux chapitres sont les suivants:

1. Intégration de l'économie nationale des pays de l'Amérique centrale (résolution 9(IV), document E/2021, page 90).
2. Préparation et organisation en Amérique centrale, en collaboration

/avec l'administration

avec l'Administration de l'assistance technique, d'une réunion d'experts en matière de transport.

3. Préparation et organisation, avec le concours de la FAO, d'une réunion en Amérique centrale d'experts en matière agricole.

4. Etude, dans ces pays, des tendances et des événements économiques récents; cette étude sera incorporée dans l'Etude économique de l'Amérique latine pour 1951-1952.

5. Commerce intrarégional, en étudiant particulièrement le Mexique, l'Amérique centrale et les Antilles.

6. Enquête préliminaire sur l'utilisation de la zone franche de Colon (République de Panama).

En sus des projets sus-énumérés, le Bureau de Mexico envisage d'apporter une contribution aux autres études régionales que la CEPAL effectue à son siège.

E. Relations avec d'autres sections du Secrétariat des Nations Unies.

Le Secrétariat de la Commission fait partie du Secrétariat général des Nations Unies à l'intérieur de son département des affaires économiques. Il a travaillé en contact étroit avec le Secrétariat du siège central des Nations Unies et avec les secrétariats d'autres commissions régionales; il a reçu une aide constante de la part du siège central et de son côté a apporté sa contribution à certains projets élaborés par le personnel du siège central. De cette manière, les travaux de divers secrétariats se sont complétés les uns les autres et les doubles emplois ont été réduits au minimum. Le Secrétariat du département des affaires économiques n'a pas seulement fourni des directives précieuses en matière de politique générale et de procédure, mais a également collaboré avec le Secrétariat

/de la CEPAL

de la CEPAL pour des études et des rapports de fond. Les études relatives aux investissements étrangers, l'étude sur l'influence des impositions sur les exportations de capitaux privés et l'étude sur les problèmes de transport en Amérique centrale sont actuellement entreprises avec le concours du Département des affaires économiques. Ce département a également apporté une aide précieuse à la préparation des études sur le fer et l'acier. Les activités communes des secrétariats de la CEPAL et de l'AAT ont été passées en revue à la section B 1).

Des dispositions ont été prises pour que la division de recherches et d'organisation de la Commission économique pour l'Europe fournisse à la CEPAL des données statistiques trimestrielles sur les exportations faites par les Etats-Unis et l'Europe vers l'Amérique latine. Ces données qui seront publiées au bulletin économique de la CEPAL seront classées selon des catégories conçues pour fournir des informations particulières pour les exportations de bien de capitaux et pour mettre en lumière les efforts que les événements mondiaux, depuis la crise de Corée ont eu sur ce type d'échanges. Par ailleurs, le Secrétaire exécutif de la CEE a détaché l'un de ses économistes auprès du Secrétariat de la CEPAL.

Une rédaction provisoire et incomplète du rapport commun CEPAL/CEE/FAO sur le commerce entre l'Amérique latine et l'Europe avait été soumise à la Conférence de Mexico au mois de juin 1951. Ce rapport est aujourd'hui en cours de révision et de mise au point de manière à être publié dans un proche avenir.

## DEUXIEME PARTIE - RELATIONS AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS INTERGOUVERNEMENTALES

### Introduction

Depuis le début de son fonctionnement, la Commission a prêté une attention particulière à la coordination de ses activités avec celles des autres organismes internationaux qui s'intéressent à l'Amérique latine ou ont des programmes de travail qui s'y rapportent. Tous les projets sont soigneusement examinés dès leur élaboration du point de vue de leurs conséquences et de leurs relations avec les travaux d'autres organismes, et très peu d'entre eux sont entrepris sans discussions préalables avec au moins une autre organisation. De cette manière, la collaboration d'autres organismes et bureaux et l'aide à recevoir d'eux ont été efficacement organisées.

### A. Institutions spécialisées

La CEPAL est la seule organisation des Nations Unies en Amérique latine qui traite des aspects généraux du développement économique. En cette qualité elle utilise les travaux d'autres organismes pour ses propres études où elle considère un problème particulier selon une optique régionale. De plus, la CEPAL collabore avec les institutions intéressées, FAO pour l'agriculture, FMI pour les problèmes monétaires et fiscaux, OIT pour les migrations et la main-d'œuvre OACI pour les transports aériens et BIRD pour les problèmes généraux.

#### 1. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture

L'accord intervenu en novembre 1950 entre le Secrétaire exécutif de la CEPAL et le Directeur général de la FAO reçut exécution en août 1951 quand fut créée une section agricole de la CEPAL et désigné par la FAO.

/pour diriger

pour diriger cette section, un économiste agricole de haut grade. Aux termes de cet accord, il est reconnu que tout programme portant sur des problèmes économiques intéressant l'alimentation et l'agriculture relève à la fois de la CEPAL et de la FAO. On est donc tombé d'accord pour décider que de tels programmes devraient être poursuivis en commun par les deux secrétariats afin d'éviter tout chevauchement d'activités. Aussi a-t-on prévu que le chef de la section agricole de la CEPAL serait un économiste agricole de haut rang de la FAO qui représenterait personnellement le Directeur général de la FAO, et serait nommé par lui après consultation avec le Secrétaire exécutif de la CEPAL; cet économiste est non seulement responsable devant le Directeur général de la FAO, mais aussi devant le Secrétaire exécutif de la CEPAL.

Le programme pour 1951-1952 sur lequel l'accord s'est fait comprend les projets suivants : préparation d'un chapitre sur l'alimentation et l'agriculture pour la prochaine Etude économique de l'Amérique latine; étude sur le développement économique agricole et les problèmes qu'il pose dans divers pays (trois ou quatre pays seront étudiés); réunion en Amérique centrale d'experts en matière de crédit agricole; étude des mesures destinées à stimuler la production agricole dans le centre du Chili; et étude préliminaire des projets de recherche agricole dans certains pays déterminés.

L'on se rappellera que la FAO et la CEPAL collaborent également à l'étude de l'industrie de la pâte de bois et du papier en Amérique latine.

## 2. Bureau international du travail.

C'est en matière de migration que la CEPAL et l'OIT ont eu principalement à collaborer (voir section sur l'immigration, page 20 de ce rapport).

/Jusqu'à une

Jusqu'à une date encore très récente, l'OIT était représentée au siège de la CEPAL par un fonctionnaire qui collaborait à l'étude sur les rapports existant entre le développement économique et l'immigration. Ces deux organisations ont procédé à des discussions sur d'autres aspects des problèmes latino-américains, et la CEPAL a maintenu une liaison avec le bureau régional latino-américain de l'OIT pour la main-d'oeuvre, à Sao Paulo, Brésil.

3. Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

La Banque et la CEPAL ont pris l'initiative d'organiser un "séminaire" sur le développement économique, qui s'est tenu au siège de la Banque, à Washington, au cours de la dernière quinzaine de juillet 1951, après la clôture de la quatrième session de la CEPAL à Mexico. A ce séminaire participèrent un certain nombre d'économistes latino-américains. Le Secrétaire exécutif et deux économistes de la CEPAL prirent également part aux discussions qui portèrent surtout sur les programmes et les buts en matière de développement.

La Banque et la CEPAL échangent des renseignements sur des questions d'intérêt commun. Les deux organisations ont également coopéré activement dans d'autres domaines, en participant par exemple au centre latino-américain de formation agricole et en discutant des problèmes de migration

4. Fonds monétaire international.

A la réunion de Mexico, le représentant du Fonds a, au nom de son organisation, offert de collaborer aux études sur les mesures monétaires et fiscales dans leurs rapports avec le développement économique. Le Secrétaire exécutif s'est entretenu avec des fonctionnaires du Fonds sur les meilleurs moyens d'assurer cette collaboration. Le secrétariat du Fonds s'est déclaré

/disposé à

disposé à préparer certains papiers d'études et à participer à une réunion d'experts sur le développement et les politiques monétaires et fiscales. La possibilité de tenir une telle réunion fait maintenant l'objet de discussions avec l'IAT.

5. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

En accord avec une résolution adoptée au cours de la session de Mexico, le Secrétaire exécutif a fait parvenir aux gouvernements des copies supplémentaires du questionnaire qui leur demandait des informations sur les importations et l'exportation de matériels éducatifs, scientifiques et culturels et les pressait de fournir leur réponse dans le plus bref délai de façon à permettre la constitution du groupe de travail prévue par la résolution. Cette requête était appuyée par une lettre du Directeur général de l'UNESCO aux gouvernements. Un certain nombre de gouvernements ont fait savoir depuis lors que les réponses parviendraient à la CEPAL aussitôt qu'elles auraient été complétées.

6. Organisation de l'aviation civile internationale

L'OACI procède actuellement dans les pays de l'Amérique latine et des Antilles à une enquête préliminaire sur les possibilités d'y établir un centre de formation pour les questions d'aviation civile.

Le Secrétariat de la CEPAL, depuis le bureau de Mexico, a pris contact avec les représentants de l'OACI dans la région, et un échange d'informations sur des questions d'intérêt commun a commencé.

B. Conseil économique et social interaméricain.

La résolution adoptée à la quatrième session sur la coordination, invita

/la CESIA



la CESIA à déléguer son Secrétaire exécutif, pour constituer, avec le Secrétaire exécutif de la CEPAL, un comité de coordination qui pût assurer qu'entre les deux organisations il y aurait une coopération constante et qu'il n'y aurait pas de chevauchements d'activités.

La même résolution invita également la CESIA à désigner un fonctionnaire de l'Organisation des Etats Américains pour étudier, avec un fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies désigné par la CEPAL, les mesures qu'ils jugeraient nécessaires et suffisantes afin que la coordination, à l'échelon gouvernemental, pût se réaliser sous une forme pratique et positive.

Au cours de sa seconde réunion extraordinaire, tenue à Panama du 20 au 30 août 1951, la CESIA accepta l'invitation de la CEPAL à constituer un comité de coordination et à désigner un représentant pour étudier conjointement, avec un fonctionnaire des Nations Unies, les mesures pour assurer une coordination à l'échelon gouvernemental.

Le Comité de coordination fût créé en janvier 1952 au cours de la première session tenue à Washington. L'on convint de passer en revue deux fois par an le programme de travail de la CESIA et de la CEPAL pour prendre les dispositions voulues aux fins de coordination d'échanges de renseignements et de personnel.

Au cours de la deuxième session, tenue à Santiago du Chili, en février 1952, le Comité de coordination passa en revue le programme de travail de la CESIA pour 1952 ainsi que celui de la CEPAL pour 1952-1953. Il arriva à la conclusion que dans ces programmes il existait des points où les activités ne se chevauchaient pas; par exemple dans le domaine du travail et des questions sociales, qui intéressent la CESIA plus directement que la CEPAL et inversement la recherche technique, l'intégration de l'économie nationale des pays d'Amérique centrale la formation d'économistes latino-américains etc., sont des questions qui ne figurent pas dans le programme de travail courant de la CESIA. Le

/Comité se mit

Comité se mit d'accord pour répartir le travail des deux organisations en ce qui concerne les points suivants: a) le financement du développement économique; b) problèmes monétaires et fiscaux; c) certains aspects du commerce et du financement internationaux; d) problèmes de transport; e) projection et répartition de la pâte de bois et du papier journal; f) immigration; g) problèmes posés par le développement agricole et les matières premières industrielles; h) logement et construction; et enfin i) l'amélioration et l'utilisation des statistiques.

#### C Autres organismes

Le Secrétariat de la CEPAL échange des informations avec GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) et ICITO (Comité intérimaire de l'organisation internationale du commerce). La CEPAL a également invité PICMME (Comité provisoire intergouvernemental pour le déplacement des émigrants d'Europe) à assister à la réunion préparatoire du Comité régional de coordination des divers organismes sur les migrations en Amérique latine.

En accord avec les dispositions du paragraphe 9 de son mandat, la CEPAL maintient une liaison et un échange de documents et d'information avec la Commission des Caraïbes, dans le but d'éviter la duplication des travaux. Il y a lieu de penser que grâce à l'installation du bureau de Mexico, la CEPAL établira avec la Commission des Caraïbes des relations encore plus étroites.

#### D. Réunions internationales auxquelles le Secrétariat a participé.

Le Secrétariat a participé aux réunions suivantes:

1. "Séminaire" sur les problèmes posés par l'établissement de programmes de développement réuni sur l'initiative de la Banque internationale et de la CEPAL, 20-28 juin 1951, Washington, D.C.

2. Réunion du Comité Ad hoc d'experts techniques de banques centrales,

/du Trésor

du Trésor et d'organismes fiscaux, sous les auspices du Conseil économique et social interaméricain, 16-27 juillet 1951, Washington, D.C.

3. Deuxième réunion extraordinaire du Conseil économique et social interaméricain de l'Organisation des Etats Américains, 20-30 août 1951, Panama.

4. Cinquième Congrès sur la route panaméricaine, 8-14 octobre, Lima, Pérou.

5. Conférence des migrations de l'OIT 2-16 octobre 1951. Naples, Italie.

6. Conférence de Panama sur les statistiques en matière de commerce extérieur et de balance des paiements, 3-15 décembre 1951, Panama.

7. Comité Ad hoc du Conseil économique et social interaméricain sur les taux de frêts et d'assurances maritimes, 29 janvier:13 février 1952, Washington, D.C.

/TROISIEME PARTIE

TROISIEME PARTIE - COMPTE RENDU DES DISCUSSIONS DU COMITE

PLENIER

A. Composition, participation aux séances et organisation des travaux

1. Séances d'ouverture et de clôture

La première séance du Comité plénier se tint le 11 février 1952 à Santiago du Chili. Les orateurs suivants se firent entendre: M. Eduardo Yrarrázaval Concha, Ministre des affaires étrangères du Chili; M. Ramiro Hernández Portela, Ambassadeur de Cuba au Chili; M. Henry S. Bloch, Directeur de la division des finances publiques du département des affaires économiques des Nations Unies, et représentant devant le Comité plénier le Secrétaire général adjoint chargé aux affaires économiques et le directeur général de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies; M. Alberto Baltra Cortés, Chef de la délégation chilienne et ancien président de la Commission économique pour l'Amérique latine (document E/CN.12/AC.16/SR.1)

La séance de clôture se tint le 14 février 1952. Le Comité plénier adopta le rapport annuel de la Commission à la quatorzième session du Conseil économique et social.

Lors de cette séance, les orateurs suivants se firent entendre: les représentants de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de Cuba, de l'Equateur, de la France, de Guatemala, de Haïti, des Etats-Unis et de l'Uruguay ainsi que le Président du Comité, M. Alberto Baltra Cortés.

2 Composition et participation aux séances

Aux termes du mandat donné à la Commission (paragraphe 3. a): "Pourront faire partie de la Commission: les Etats de l'Amérique du nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du sud, et de la région des Antilles, Membres de l'Organisation des Nations Unies et, en outre, la France, les Pays-Bas et

/ le Royaume-Uni

le Royaume-Uni.

Les pays membres suivants se firent représenter au Comité plénier:  
l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, Cuba, le Chili, l'Equateur, les Etats-  
Unis de l'Amérique du nord, la France, le Guatemala, Haïti, le Mexique,  
le Nicaragua, les Pays-Bas, le Pérou, le Royaume-Uni, la République Dominicaine,  
l'Uruguay et le Vénézuëla.

a) Rapport du Président, des vice-présidents et examen des lettres de  
créance.

Conformément aux termes du paragraphe 14 du règlement intérieur de la  
Commission, le Président annonça, au cours de la séance du 14 février 1952  
que les lettres de créance des délégations pour la session du Comité plénier  
avaient été examinées par le président et le vice-président et trouvées valides.

b) Liste des délégations

Argentine	Représentant:	Carlos Gustavo Lerena, Ambassadeur au Chili
	Suppléants:	Alberto Argento Alejandro Jatar Ramón Pérez
Bolivie	Représentant:	Julio Valdés Hertzog, Chargé d'affaires au Chili
	Suppléant:	Alfredo Valdés Loma
Brésil	Représentant:	Luis Aranha Pereira Consul général au Chili
	Suppléants:	Henrique Rodriguez Valle Joao Baptista Pinheiro Domar Campos
Cuba	Représentant:	Ramiro Hernández Portela Ambassadeur au Chili
Chili	Représentant:	Alberto Baltra Cortés Ex-Ministre des affaires économiques et du commerce

/Suppléants: Carlos

	Suppléants:	Carlos Cyarzún Salinas Miguel Rioseco Espinoza Gustavo Valdivieso Quehille Sergio Chaparro Ruíz
Equateur	Représentant:	José Corsino Cárdenas
	Suppléant:	Jaime Cifuentes
Etats-Unis	Représentant:	Claude G. Bowers, Ambassadeur au Chili
	Suppléant:	Gerald Smith
France	Représentant:	Jean Félix Charvet Chargé d'affaires au Chili
	Suppléants:	André Leprevost Jacques Soulé
Guatemala	Représentant:	Ramiro Ordonez Paniagua, Ambassadeur au Chili
Haïti	Représentant:	Jean Malebranche, Premier Secrétaire d'Ambassade au Chili
Mexique	Représentant:	Mariano Armendáriz del Castillo, Ambassadeur au Chili
Nicaragua	Représentant:	Maximiliano Romero Martínez, Chargé d'affaires au Chili
Pays-Bas	Représentant:	Petrus Albertus Kasteel, Ministre au Chili
	Suppléant:	J.R. Huyse
Pérou	Représentant:	Alberto Wagner de Reyna, Chargé d'affaires au Chili
	Suppléant:	Gonzalo Fernández Puyó
Royaume-Uni	Représentant:	Charles M. Stirling, C.M.G. Ambassadeur au Chili
	Suppléants:	W.J.M. Paterson I.C. Mackenzie D.R. Roper
Republique Domini- caine	Représentant:	Rafael Ricardo Pérez Henríquez, Chargé d'affaires et premier Secrétaire d'Ambassade au Chili

/Uruguay Représentant

Uruguay	Représentant:	Hugo V. de Pern Ambassadeur au Chili
	Suppléant:	Roberto T. Domínguez Gómez
Venezuela	Représentant:	Hernán González Vale, premier Secrétaire d'Ambassade au Chili

c) Liste des représentants des institutions spécialisées

ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	M. George Barr
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL	M. Gregoire Koulischer M. Bertrand Akkar M. Moisés Poblete Troncoso
ORGANISATION INTERNATIONALE DE L'AVIATION CIVILE	M. Hernán Buzeta
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE	M. Angel Establier
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE	M. Emilio Budnik

d) Représentant du Conseil économique et social  
interaméricain

M. Amos E. Taylor

e) Liste de représentants accrédités des organi-  
sations non gouvernementales

Catégorie A:

CHAMBRE INTERNATIONALE DE COMMERCE	M. Carlos A. Vidal M. J.H. Elizaldo M. Ernesto Barros Jarpa
CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES	M. Bernardo Ibanez
FEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS	M. Ramón Venegas
FEDERATION MONDIALE DES SYNDICATS	M. Pedro Saad M. Juan Vargas Puebla

Catégorie B:

CONSEIL INTERAMERICAIN POUR LE COMMERCE ET LA PRODUCTION	M. Ernesto Barros Jarpa M. Tomás Eduardo Rodríguez M. Jorge Valdés Mendeville
---	--

/Club international.

CLUB INTERNATIONAL DES LIONS

M. Humberto Valenzuela G.

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR  
L'UNIFICATION DES NORMES TECHNIQUES

M. Carlos Hoerning

INSTITUT SUD-AMERICAIN du PETROLE

M. Alfredo Levrero

3. Organisation du travail du Comité plénier

Au cours des première et deuxième séances, il a été procédé à l'élection du bureau suivant :

PRESIDENT:	M. Alberto Baltra Cortés	Chili
PREMIER VICE-PRESIDENT :	M. Carlos Gustavo Lerena	Argentine
DEUXIEME VICE-PRESIDENT :	M. Mariano Armendáriz del Castillo	Mexique
RAPPORTEUR :	M. Maximiliano Romero Martinez	Nicaragua

Aucun comité spécial ne fut créé; par contre les représentants constituèrent un groupe de travail pour examiner le programme d'activité et l'ordre d'urgence pour 1953, où siègèrent les pays suivants : Cuba (Président), Brésil, Equateur, France, Guatemala, Nicaragua et Etats-Unis.

B. Ordre du jour du Comité plénier

1. Discours d'ouverture.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour provisoire.
4. Rapport du Secrétaire exécutif sur l'état d'avancement des travaux (document E/CN.12/AC.16/2).
5. Assistance technique pour le développement économique :
  - a) Activité conjointe CEPAL/AAT.  
Exposé du Secrétaire exécutif sur les buts, l'organisation et le programme d'action du centre de la CEPAL pour le développement économique (document E/CN.12/AC.16/3).
  - b) Rapport sur l'action accomplie dans la région en vertu du programme d'assistance technique des Nations Unies (document E/CN.12/AC.16/4).

/6. Intégration



6. Intégration de l'économie nationale des pays de l'Amérique centrale. Note du Secrétaire exécutif sur l'état d'avancement de l'étude préliminaire et sur l'action projetée (document E/CN.12/AC.16/5).
7. Production et répartition du papier journal et du papier d'imprimerie en Amérique latine.  
(Résolution 374 (XIII) du Conseil économique et social - document E/CN.12/AC.16/6).  
Note du Secrétaire exécutif sur la situation présente (production et importations courantes et besoins apparents de consommation) et sur l'état d'avancement de l'étude conjointe CEPAL/FAO sur la pâte à papier et le papier en Amérique latine (document E/CN.12/AC.16/7).
8. Action du Conseil économique et social au sujet de la CEPAL (Résolution 414 (XIII)).  
Note du Secrétaire exécutif (document E/CN.12/AC.16/8).
9. Rapport sur l'état d'avancement des travaux pour ce qui est de la coordination entre les activités de la CEPAL et de la CESIA. Déclaration conjointe des secrétaires exécutifs de la CEPAL et de la CESIA (document E/CN.12/AC.16/9).
10. Ordre d'urgence dans le programme de travail.  
(Résolution 402 (XIII) - document E/CN.12/AC.16/10).  
Exposé du Secrétaire exécutif sur le programme de travail et l'ordre d'urgence pour l'année 1952-1953 destiné à être présenté au cours de la réunion (document E/CN.12/AC.16/11).
11. Examen et adoption du rapport annuel à adresser au Conseil économique et social.

### C. Débats et résolutions

#### 1. Compte rendu des débats

##### a) Rapport du Secrétaire exécutif sur l'état d'avancement des travaux

Lors de l'examen du rapport sur l'état d'avancement des travaux, diverses observations furent faites sur les projets dont le Secrétariat poursuit actuellement l'étude. L'un des représentants insista vivement pour que la réunion d'experts sur les politiques monétaires et fiscales prévue pour 1953 se tînt en 1952, afin que la Commission pût, à sa cinquième session à Rio de Janeiro, en février 1953, connaître les conclusions auxquelles les experts et le Secrétariat seraient arrivés sur cette question.

/L'analyse des

L'analyse des politiques monétaires et fiscales dans leurs rapports avec le développement économique, ajouta-t-on, devrait être faite de manière positive pour permettre aux pays de l'Amérique latine de s'inspirer de ses résultats quand il s'agirait pour eux de déterminer les meilleures mesures ou politiques à adopter pour favoriser leur développement économique.

La Commission fut également d'avis que, par suite des rapports étroits qui existent entre l'intégration économique des pays de l'Amérique centrale et le commerce intra-régional, le Secrétariat se préoccupe de coordonner ces études et ne perde pas de vue les répercussions qu'une telle intégration pourrait avoir, non seulement en Amérique centrale, mais aussi dans le reste de l'Amérique latine.

Divers représentants soulignèrent l'importance fondamentale que présente pour les pays de l'Amérique latine la question des termes des échanges (prix relatifs des importations et des exportations).

Dans l'étude économique de l'Amérique latine pour 1949 l'on s'était préoccupé du rôle joué par les termes des échanges sur la capacité à importer de l'Amérique latine. Cette capacité n'avait pas augmenté à un rythme comparable à celui de l'accroissement de la population et du développement économique. Il était donc essentiel de ne pas méconnaître l'importance que présente les termes des échanges et d'effectuer d'autres études sur cette question qui trouveraient leur place dans l'étude économique prévue pour l'année suivante.

Enfin l'on nota que, si dans le rapport sur l'état d'avancement des travaux l'on n'examinait pas dans le détail la division du travail ou la collaboration observée entre eux par la Commission économique pour l'Amérique latine et le Conseil économique et social interaméricain, par contre tous

/renseignements utiles

renseignements utiles se trouvaient réunis dans les exposés oraux des secrétaires exécutifs de ces deux organismes et dans leur déclaration commune sur la coordination.

En ce qui concerne la réunion d'experts sur les politiques monétaires et fiscales, le Secrétaire exécutif expliqua que si l'on avait reculé la date de la réunion d'experts, ce n'était pas faute de méconnaître l'importance de cette réunion, mais seulement parce que, déjà pour 1952, deux séminaires avaient été prévus - l'un sur l'industrie sidérurgique, et l'autre sur les problèmes de transport en Amérique centrale. L'organisation de ces séminaires, ajouta-t-il, se faisait en coopération avec l'Administration de l'assistance technique qui avait souligné les difficultés que l'on éprouverait à réunir plus de deux séminaires en 1952. De plus, le Secrétariat était arrivé à la conclusion que des problèmes de cette nature ne devraient pas être soumis à discussion avant d'avoir été analysés de manière complète au cours d'études préparatoires. En plus des deux séminaires sus-mentionnés que la Commission organise en commun avec l'Administration de l'assistance technique, la Commission a également pris l'initiative, conjointement avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, de tenir une réunion d'experts agricoles en Amérique centrale.

Le Secrétaire exécutif donna l'assurance que le Secrétariat ne perdait pas de vue l'utilité qu'il y avait à coordonner l'étude sur le commerce intrarégional avec celle sur l'intégration économique en Amérique centrale, et que l'importance présentée par les termes d'échange pour les pays de l'Amérique latine ne serait pas sous-estimée.

Le Secrétaire exécutif développa certains points du rapport sur l'état d'avancement des travaux et donna des indications sur les régions dans

/lesquelles la

lesquelles la Commission avait commencé d'entreprendre des programmes d'action pratique. L'on trouvera en appendice à ce rapport le texte de son discours.

b) Action accomplie en Amérique latine en vertu du programme d'assistance technique des Nations Unies (documents E/CN.12/AC.16/3 et E/CN.12/AC.16/4)

Le représentant du Secrétaire général adjoint chargé des affaires économiques et du Directeur général de l'Administration de l'assistance technique ouvrit la discussion en soulignant le rôle qu'une assistance technique soigneusement conçue pouvait jouer dans le développement économique des pays de l'Amérique latine. Une commission comme la CEPAL souligna-t-il, est en mesure de jouer ici un rôle inestimable grâce à la documentation et aux connaissances qu'elle a acquises. Elle est également à même d'aider les divers pays à formuler leur demande d'assistance et à coordonner avec un programme d'ensemble tout projet isolé de développement.

L'orateur souligna également l'importance qu'il y avait à réunir des experts sur les questions intéressant l'assistance technique. Dans deux pays d'Amérique latine, l'on avait déjà organisé des "séminaires" sur l'administration publique, et l'on prévoit d'en tenir en 1952 et en 1953 un certain nombre sur d'autres sujets. Un membre du Secrétariat précisa le champ d'action que couvrirait le prochain "séminaire" sur l'industrie sidérurgique.

Divers représentants approuvèrent le travail effectué par l'Administration de l'assistance technique et se félicitèrent du rôle joué par la CEPAL dans ce domaine. A ces remarques s'associèrent également les représentants des pays européens.

Les représentants, d'une manière générale convinrent de l'importance que revêtait le fait d'assortir de plans précis l'assistance technique

/à fournir

à fournir et soulignèrent le rôle essentiel qui revenait ici à la détermination de l'ordre d'urgence des divers projets. L'un des représentants recommanda que l'on attribuât un ordre d'urgence particulièrement élevé aux projets destinés à améliorer les services de transport en Amérique latine. Les délégations s'intéressèrent également aux projets relatifs au développement des ressources minérales, et l'idée fut émise qu'il serait très utile d'établir chaque année, ou du moins à des intervalles rapprochés, des plans pour satisfaire les besoins en assistance technique de chaque pays.

Après avoir pris note des rapports préparés par le Secrétaire exécutif et l'Administration de l'assistance technique, le Comité plénier renouvela, dans une résolution, les recommandations contenues dans la résolution 12(IV) de la session de Mexico, et chargea le Secrétariat d'étudier, conjointement avec les divers gouvernements, la possibilité de réaliser les projets de l'Administration de l'assistance technique, sans perdre de vue, en particulier, les besoins du développement économique considéré dans son ensemble. Cette résolution invita également le Secrétariat à aider, le cas échéant, les gouvernements à formuler des requêtes à l'Administration de l'assistance technique pour l'étude de leurs ressources minérales.

c) Intégration de l'économie nationale des pays de l'Amérique centrale  
(document E/CN.12/AC.16/5)

Les représentants se félicitèrent des progrès que faisait l'étude en cours entreprise à la requête des délégations de Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua (voir résolution 9 (IV) de la session de Mexico). Ils estimèrent que l'on avait pris dans ce domaine deux mesures d'importance en établissant à Mexico un bureau de la CEPAL et en créant l'ODECA (Organisation des Etats de l'Amérique centrale).

/Ce projet

Ce projet, sans doute, ne concerne directement à l'heure actuelle que les pays ci-dessus mentionnés (avec l'éventuelle inclusion de la République de Panama qui a également fait part de l'intérêt qu'elle y porte). Toutefois, il présente ainsi que les diverses délégations le reconnaissent, une grande importance pour d'autres pays de l'Amérique latine. En raison des effets à très longue portée qu'elle comporte, l'intégration économique favorise tout particulièrement le développement économique. Parmi les pays qui s'intéressent particulièrement à ce projet, il convient de citer ceux qui font partie de la Grande Colombie, la Charte de Quito ayant, en effet, en 1948, jeté les bases d'une éventuelle intégration économique de cette région.

L'étude, dans tous ses aspects, y compris ceux concernant les problèmes des transports, l'extension du commerce intrarégional, reçut un accueil favorable. Elle fut l'une de celles qui furent appuyées, non seulement par les pays de l'Amérique latine, mais aussi par les Etats-Unis et les pays européens.

- d) Production et répartition du papier journal et du papier d'édition en Amérique latine (documents E/CN.12/AC.16/6 et E/CN.12/AC.16/7).

Le Secrétariat présenta un rapport succinct sur l'étude qu'il est en train d'entreprendre conjointement avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture - ce point fut inscrit à l'ordre du jour en conformité avec la résolution 374 (XIII) du Conseil économique et social.

En raison de la pénurie de papier journal, et plus généralement de papier, et aussi par suite de l'importance que le développement de cette industrie présente pour l'Amérique latine, ce rapport fut lu avec grand intérêt et provoqua une longue discussion.

/Le représentant

Le représentant du Brésil fit part au Comité de l'effort considérable que le Brésil accomplit dans ce domaine - particulièrement pour la manufacture de la pâte de bois à partir de bois durs tropicaux, de bagasse et d'autres matières premières - et demanda au Comité d'appuyer pleinement actuellement le Secrétariat dans l'étude qu'il poursuit.

Divers représentants rendirent compte des travaux de recherche qui se poursuivent dans leur propre pays et, au nom de leur gouvernement offrirent de coopérer à la solution d'un problème de si grande importance pour tous. De même, des exposés furent faits sur l'état d'avancement de certains projets industriels qui, une fois menés à bien, permettraient de remédier à la pénurie présente. D'autres représentants, au nom de leur gouvernement, demandèrent à bénéficier à leur tour des enquêtes et travaux de recherche effectués ailleurs pour pouvoir utiliser au mieux leurs ressources forestières et la bagasse qui sert de matière première à leur industrie sucrière.

Le représentant de l'UNESCO souligna que la pénurie de papier constituait un sérieux obstacle aux activités de son organisation dans le domaine de la culture et l'éducation et fit part des mesures prises par elle pour y faire face. Au nom de l'UNESCO il offrit également d'aider à la préparation de cette étude.

Dans la résolution adoptée, aux termes des débats, le Comité plénier souligna la préoccupation que lui causait la pénurie de papier journal et de papier d'édition en Amérique latine et invita le Secrétaire général à continuer les études qu'il entreprend sur la manufacture du papier et de la pâte à bois, sans perdre de vue notamment les questions qui intéressent le commerce de ces produits. Le Comité remercia également l'UNESCO de son offre de collaboration et pria le Secrétaire exécutif de se consulter à ce sujet avec le Directeur général de cette organisation.

e) Modifications au règlement intérieur (document E/CN.12/AC.16/8)

Dates et lieux des réunions. Donnant suite à la recommandation du Conseil sur les commissions régionales (résolution 414 (XIII) C.1, paragraphe (4)), le Comité plénier apporta à son règlement intérieur des modifications en ce qui concerne les dates et lieux de ses sessions (voir résolution 40 (AC.16)).

Relations consultatives avec les organisations non gouvernementales. Le Comité plénier décida de reporter à la cinquième session de la Commission toute éventuelle modification au règlement intérieur au sujet des organisations non gouvernementales.

Adoption du portugais comme langue officielle et de travail de la Commission. La délégation brésilienne attira l'attention du Comité plénier sur les deux derniers paragraphes du document E/CN.12/AC.16/8 (page 5 de la version française) et, tenant compte du fait que le Conseil, à sa treizième session n'avait pas pris de décision sur la résolution 29 (IV) de la Commission sur ce sujet, demanda au Comité plénier de porter à la connaissance du Conseil l'intérêt qu'il prenait à voir intervenir une décision le plus rapidement possible.

Diverses délégations appuyèrent vivement cette suggestion, et, soulignant qu'elles désiraient que le portugais fut adopté d'une manière permanente comme langue officielle et de travail de la CEPAL et non pas seulement au cours de la prochaine session de Rio de Janeiro, demandèrent que toute équivoque à ce sujet fût à l'avenir dissipée.

Le Secrétaire exécutif fit alors connaître que les incidences financières de la mesure s'élèveraient à environ 43.000 dollars par an.

Après des débats animés, le Comité apporta quelques modifications au projet de résolution tel qu'il avait été présenté.

/Dans la



Dans la résolution qu'il adopta à l'unanimité, le Comité apporta quelques modifications au projet de résolution tel qu'il lui avait été présenté, et recommanda au Conseil d'étudier la possibilité d'adopter le portugais comme langue officielle et de travail de la Commission.

f) Coordination avec le Conseil économique et social interaméricain  
(document E/CN.12/AC.16/9)

Le Comité plénier examina le document E/CN.12/AC.16/9 dans lequel les Secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Amérique latine et du Conseil économique et social interaméricain avaient fait une déclaration commune sur la coordination des activités de leurs organisations. Les Secrétaires exécutifs y avaient réaffirmé ce point de vue que "le problème de la coordination ne devait pas être envisagé d'un point de vue étroit, c'est-à-dire d'un point de vue qui entraînerait une répartition rigide des tâches techniques" et exposé en détail l'accord auquel ils étaient arrivés sur des études particulières.

Bien qu'un certain nombre de questions ait été soulevé sur des études particulières, notamment celles portant sur la production et la répartition du papier journal et du papier d'édition, sur l'organisation et la structure des marchés de capitaux en Amérique latine, sur les mesures relatives au système de fixation des prix dans le commerce extérieur, et sur le maintien du pouvoir d'achat des soldes en devises étrangères, les représentants se déclarèrent satisfaits des principes énoncés dans la déclaration commune et félicitèrent les deux Secrétaires exécutifs de s'être mis d'accord sur la répartition du travail et sur la collaboration à observer dans des projets déterminés d'intérêt commun aux deux organisations.

Le Comité prit note qu'en vertu des accords intervenus entre les deux Secrétaires exécutifs, la CESIA avait été invitée à participer à deux

/réunions d'experts

réunions d'experts projetées : celle sur les problèmes de transport en Amérique centrale, et celle sur les politiques monétaires et fiscales dans leur rapport avec le développement économique.

Le Comité décida également qu'en ce qui concerne le financement du développement économique, la CEPAL ferait porter son principal effort sur l'analyse des besoins en capitaux d'investissements des pays de l'Amérique latine, tandis que la CESIA se préoccuperait surtout des sources institutionnelles d'épargne. Un autre domaine dans lequel les deux organisations coopéreront étroitement est celui des statistiques. La CEPAL et la CESIA seront toutes deux représentées au Comité de coordination relatif à la migration en Amérique latine (comité constitué par diverses institutions internationales et créé à Santiago juste avant la session du Comité plénier) qui est destiné à coordonner toutes les activités en matière de migration en Amérique latine.

g) Programme de travail et ordre d'urgence

Changements dans le programme de travail et l'ordre d'urgence. Le Comité plénier désigna un groupe de travail chargé d'examiner le programme d'activité de la CEPAL et l'ordre d'urgence des divers projets pour 1953. Ce groupe fut composé des représentants du Brésil, de Cuba, de l'Equateur, de la France et des Etats-Unis. La présidence revint à la délégation de Cuba et le rapporteur assista aux séances. Le groupe de travail proposa un certain nombre de changements - transfert d'études d'une catégorie à une autre (continue, spéciale, ajournée) - et fit au Comité plénier le rapport suivant :

"La Commission, à sa quatrième session, a reconnu qu'il convenait d'utiliser le plus économiquement possible les ressources dont elle disposait et de coordonner son activité avec celle d'autres organismes des Nations Unies. Suivant les directives de l'Assemblée générale

/et du Conseil

et du Conseil économique et social, elle a donc classé les projets de travaux approuvés à la réunion de Mexico comme suit :

- A. Etudes continues pour lesquelles la responsabilité du Secrétariat, d'après le mandat de la Commission est telle que les études et rapports doivent être présentés annuellement, bien que ces études et rapports puissent être différents ou complémentaires d'une année à l'autre, soit dans leur substance (aspects divers des grands problèmes), soit dans leur étendue (pays intéressés).
- B. Etudes spéciales qui sont des études portant sur des points particuliers ou des travaux d'un autre genre qui doivent être terminés dans un laps de temps déterminé, mais qui peuvent avoir le même ordre d'urgence que les études continues. Pour des raisons budgétaires, certaines études, qui normalement eussent dû être considérées comme continues ont été classées sous la rubrique des études spéciales.
- C. Etudes qui peuvent être ajournées ou éliminées. Etant placées assez loin dans l'ordre d'urgence, ces études ne doivent être entreprises que si le besoin s'en fait sentir en raison de circonstances nouvelles, et si les ressources du Secrétariat le permettent.

En adoptant un programme défini conformément à un ordre d'urgence, la Commission a reconnu que le Secrétaire exécutif devait jouir d'une certaine liberté dans l'adaptation de ce programme aux circonstances qui peuvent se présenter, ainsi qu'aux ressources de personnel et d'autre nature dont il dispose. Il a donc été autorisé à modifier ou à éliminer certaines études ou à leur conférer des ordres d'urgence différents si des événements imprévus lui paraissent le justifier. Cette précaution s'est révélée utile et il est recommandé que, d'accord avec le sous-paragraphe f) du paragraphe 11) du rapport du Comité de coordination

(document E/2121), le Secrétaire exécutif conserve l'autorité dont il jouit dans l'organisation des travaux à l'intérieur du programme général adopté par la Commission. Le rapport du Comité de coordination au Conseil, sur lequel s'est penché la Commission a de nouveau insisté sur le besoin constant de concentrer les efforts et les ressources, et il a abouti à une recommandation, approuvée par le Conseil, selon laquelle tous ses organes subsidiaires doivent suivre les procédures indiquées au paragraphe 11) (voir document E/2121 annexé au document E/CN.12/AC.16/12). L'on remarquera que le classement qui apparaît dans le rapport du Comité de coordination est essentiellement le même que celui adopté à la quatrième session de la CEPAL.

En proposant les modifications suivantes dans le programme de travail pour 1953, le groupe de travail a suivi les principes généraux énoncés par la Commission lors de sa conférence de Mexico, suivant lesquels le programme de base de la Commission devrait se continuer d'année en année de manière à permettre que les plans sur les objectifs à atteindre et le temps à prévoir pour l'accomplissement du travail puissent couvrir un certain nombre d'années.

Compte tenu des ressources disponibles et de l'importance relative des divers projets, le groupe de travail propose que l'on modifie comme suit le programme de travail.

- a) Inclure dans les études continues (voir A ci-dessus) les projets suivants qui figurent maintenant dans la rubrique des études spéciales:

Etude sur les politiques monétaires et fiscales dans leur rapport avec les nécessités du développement économique (y

/compris la

la réunion d'experts).

Mesures pour accroître le rythme de la formation interne des capitaux et pour acheminer l'épargne vers des voies productives;

- b) Poursuivre en 1953 deux études spéciales qui ne seront pas encore terminées à la fin de l'année 1952:

Etude sur la recherche technique et sur la formation d'économistes en Amérique latine (une étude-pilote portant au moins sur un pays sera terminée dans le cours de l'année 1952).

Etude sur le maintien du pouvoir d'achat des soldes en devises étrangères accumulés au cours de la période de crise (y compris une réunion d'experts). Ce projet ne devra être entrepris que si les circonstances le justifient.

- c) Poursuivre en 1953 comme étude spéciale l'enquête préliminaire sur l'utilisation de la zone franche de Colon (République de Panama) que le Secrétariat a faite. Pour cette étude qui avait d'abord été classée dans la rubrique des études à ajourner éventuellement, l'on ne dispose pas en effet de ressources suffisantes pour effectuer cette année un travail complet.

- d) Ajourner certains projets qui primitivement avaient reçu un ordre d'urgence relativement élevé à savoir :

Etude de l'immigration dans ses rapports avec le développement économique;

Etude sur les mesures relatives au système de fixation des prix dans le commerce extérieur;

Etude sur l'organisation et la structure des marchés de capitaux en Amérique latine;

/Etude sur

Etude sur l'influence des entraves du commerce et du frêt maritime sur le développement du bois en Amérique latine;

Etude commune de l'UNESCO et de la CEPAL sur les mesures destinées à accroître les disponibilités de matériel éducatif, scientifique et culturel.

- e) En ce qui concerne les projets continus décidés à la Conférence de Mexico, élargir le champ de l'étude sur les alcalis, de manière à englober l'industrie chimique dans son ensemble.

Faute de ressources suffisantes, le Secrétariat n'a pas commencé l'étude sur les industries alimentaires que la Commission avait demandée à sa quatrième session. Toutefois, après consultation avec la FAO, l'on projette d'effectuer une étude commune CEPAL/FAO dès 1953.

- f) Eliminer du programme de travail l'"Enquête sur les facilités pour la formation d'économistes en Amérique latine". Il est toutefois bien entendu que la Commission économique pour l'Amérique latine continuera à attacher de l'importance à la formation d'économistes en Amérique latine et prendra à ce sujet toutes mesures utiles!"

Le Comité plénier adopta le rapport précité.

Deux projets de résolution avaient été soumis au groupe de travail tandis qu'il examinait le programme d'activité. Deux nouvelles études y étaient suggérées - l'une sur les transports et l'autre sur l'énergie. (Ces deux projets furent plus tard amalgamés en une seule résolution) Après que le Secrétaire exécutif eût indiqué les incidences financières que ces projets comportaient, le groupe décida de ne pas en incorporer le texte dans l'exposé ci-dessus et les soumit séparément au Comité plénier, sans

/recommandation de

recommandation de sa part, en un seul projet de résolution sur les transports et l'énergie. Au cours du débat qui s'ensuivit devant le Comité plénier, diverses délégations appuyèrent vivement ces projets. Elles soulignèrent qu'il était nécessaire d'étudier les questions de transport et d'énergie du point de vue surtout de leur rapport avec le développement économique en examinant les points suivants : obstacles au développement constitués par le manque de transports et d'énergie et besoins en transport et en énergie pour promouvoir le développement, ce qui permettrait d'analyser plus facilement tous les problèmes posés par le développement économique en général et de fixer en conséquence des ordres d'urgence au sein du programme. Le Comité plénier adopta la résolution à l'unanimité de 15 voix. Trois délégations toutefois s'abstinrent pendant le vote.

L'on voudra bien noter que le groupe de travail ne proposa pas de changer l'ordre d'urgence assigné à l'étude sur l'union de paiements, classée comme projet susceptible d'être éliminé ou ajourné. Après que le groupe de travail eût présenté son rapport, un projet de résolution fut soumis, aux termes duquel le Secrétaire exécutif était prié d'entreprendre cette étude au cours de l'année 1953. Le Secrétaire exécutif déclara qu'il essaierait de faire porter par le budget ordinaire le coût additionnel de cette étude sur les conséquences de l'union européenne de paiements pour l'Amérique latine, mais il souligna qu'il serait peut-être nécessaire d'engager les services d'un consultant pendant trois mois pour renforcer le personnel de la CEPAL. Il estima que cette mesure entraînerait une dépense supplémentaire de 3.500 dollars pour 1953.

Les études à entreprendre en 1952 et en 1953 sont énumérées dans le tableau ci-dessous sous diverses rubriques (développement économique, problèmes économiques qui se posent dans l'agriculture, commerce international,

/étude économique

étude économique et bulletin économique) et compte tenu des ordres d'urgence établis par le Comité de coordination du Conseil (études continues, spéciales et ajournées). L'on voudra bien se rappeler que les études considérées comme continues ou spéciales disposent d'un ordre d'urgence égal, mais que le Secrétaire exécutif peut fixer comme il l'entend son plan de travail dans le temps.

Le groupe de travail **manifesta** de l'intérêt pour la conférence sur les problèmes agraires que les Nations Unies et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture pourront éventuellement prendre l'initiative d'organiser en 1953 au Brésil, conjointement avec le gouvernement brésilien. Les représentants convinrent que les études relatives aux réformes agraires, y compris le régime des terres présentaient la plus grande importance pour les pays de l'Amérique latine. Ils exprimèrent également l'espoir que le Secrétariat de la CEPAL collaborerait activement à la préparation de cette conférence au cas où elle se tiendrait en 1953.



PROGRAMME DES TRAVAUX ET ORDRE D'URGENCE, 1952 ET 1953

E/CN.12/AC.16/15  
Page 61

Etudes	Résolution 1/	Rapport sur le fond 2/ à être soumis à la : Cinquième Sixième session session Fev. 1953 Fev. 1954	Section correspondante dans le rapport annuel- voir 3/ première partie, section B, paragraphe :
I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			
<u>Etudes continues</u>			
1. Etude sur les problèmes généraux posés par le développement économique et sur la technique requise pour l'élaboration de programmes, avec réunion d'experts en 1953	7(IV)	x	1 a)
2. Aspect financier du développement économique :	3(IV)		
a) Etude sur les politiques monétaires et fiscales dans leur rapport avec les nécessités du développement économique, et réunion d'experts en 1953		x	1 b) i
b) Etude des mesures susceptibles d'accroître le rythme de la formation interne des capitaux et d'acheminer l'épargne vers les voies productives		Cette étude sera abordée en partie dans les études 1 et 2 a) ci-dessus	
3. Etudes sur le développement économique de pays déterminés.	7(IV)	x	1 c)
4. Etudes sur le développement d'industries déterminées :			
a) Sidérurgie, avec réunion d'experts en 1952 4/	10(IV)	x	1 d) i
b) Papier et pâte, avec réunion d'experts en 1953	10(IV)	x	1 d) ii
c) Industries chimiques	10(IV)	x	1 d) iii

Etudes	Résolution I/ II	Rapport sur le fond 2/ Section correspon- à être soumis à la : dante dans le rapport	
		Cinquième session Fev. 1953	Sixième session Fev. 1954
d) Industries alimentaires	10(IV)	x	
e) Industries textiles 5/	11(IV)	x	
5. Intégration de l'économie nationale des pays de l'Amérique centrale :	9, 24(IV)		
a) Etude des problèmes économiques dans les pays de l'Amérique centrale		x	1 e)
b) Etude technique sur les problèmes de trans- port et réunion d'experts en matière de transport en Amérique centrale en 1952 4/		x	1 e)
c) Réunion d'un Comité sur la coopération économique (ministres de l'économie) en 1952 et en 1953.			1 e)
6. Formation d'économistes 4/	4(IV)		1 h)
7. Collaboration avec l'AAT sur le programme d'assistance technique pour le développement économique.	2, 4, 12(IV)		1 i)
<u>Etudes spéciales</u>			
8. Etude sur la recherche et la formation techni- ques en Amérique latine	13(IV)	x 6/	1 f)
9. Problèmes de transport - étude sur les entraves au développement économique et sur les besoins en matière de développement économique.	38(AC.16)	x 6/	
10. Etude sur les besoins en énergie dans leur rapport avec le développement	38(AC.16)	x 6/	

Etudes      Rapport sur le fond 2/ Section correspon-  
à être soumis à la : dante dans le rapport  
Cinquième Sixième annuel - voir 2/  
session session première partie,  
Fev. 1953 Fev. 1954 section B, paragraphe:

- |   |       |   |          |
|---|-------|---|----------|
| 11. Etude sur l'effet des impositions sur l'exportation des capitaux privés         | 3(IV) | x | 1 b) ii  |
| 12. Statut économique et juridique des investissements étrangers en Amérique latine | 8(IV) | x | 1 b) iii |

Etudes qui pourraient être actualisées ou abandonnées

- |   |                           |   |      |
|---|---------------------------|---|------|
| 13. Etude de l'immigration dans ses rapports avec le développement économique                             | 6(IV)                     | x | 1 g) |
| 14. Evaluation des aspects économiques des projets d'immigration  | 6(IV)                     |   |      |
| 15. Etude de l'organisation et de la structure des marchés de capitaux dans les pays de l'Amérique latine | 3(IV)                     |   |      |
| 16. Fluctuations cycliques dans les pays de l'Amérique latine   | E/CN.12/190<br>doc.E/1717 |   |      |

II. PROBLEMES ECONOMIQUES DANS L'AGRICULTURE

Etudes continues

- |   |          |   |      |
|---|----------|---|------|
| 17. Facteurs affectant la production          | 7,14(IV) | x | 2 c) |
| 18. Développement agricole dans certains pays | 7,14(IV) | x | 2 d) |
| 19. Conditions et tendances courantes         |          |   |      |

Cette étude sera incluse dans l'Etude économique

Etudes spéciales

- |   |  |   |      |
|---|--|---|------|
| 20. Réunion d'experts en matière de crédit agricole |  | x | 2 b) |
|---|--|---|------|

Etudes	Résolution 1/	Rapport sur le fond 2/ à être soumis à la : Cinquième Sixième session session Fev. 1953 Fev. 1954 première partie, section B, paragraphe:	Section correspon-
III. COMMERCE INTERNATIONAL			
<u>Etudes continues</u>			
21. Etudes sur le commerce entre l'Amérique latine d'une part, les tats-Unis et l'Europe d'autre part	18,21(IV)	Cette étude sera incluse dans l' <u>Etude économique</u>	3; 4 a)
22. Etude sur le commerce intrarégional avec réunion d'experts en 1953	20(IV)	x	3
<u>Etudes spéciales</u>			
23. Etude sur le fonctionnement de la zone franche de Colon, République de Panama	25(IV)	x 6/	
24. Etude sur le maintien du pouvoir d'achat des soldes en devises étrangères accumulés au cours de la période de crise	18(IV)	x	
25. Répercussions en Amérique latine de l'union européenne de paiements	E/CN.12/200 (Doc.E/1717) & 42(AC.16)		
<u>Etudes qui pourraient être ajournées ou abandonnées</u>			
26. Etude sur les mesures relatives au système de fixation des prix dans le commerce extérieur	22(IV)		
27. Etude sur l'influence des entraves au commerce et du fret maritime sur le développement de l'industrie du bois en Amérique latine	17(IV)		

Etudes	Résolution	Rapport sur le fond 2/ à être soumis à la : Cinquième Sixième session session Fev. 1953 Fev. 1954	Section correspon- dante dans le rapport annuel - voir 3/ première partie, section B, paragraphe:
28. Etude conjointe de l'UNESCO et de la CEPAL sur les mesures destinées à accroître les disponibilités de matériel éducatif, scientifique et culturel	23(IV)		Deuxième partie, Section A, paragraphe 5
IV. ETUDE ECONOMIQUE			
<u>Etudes continues</u>			
29. Etude économique	7(IV)	x	4
V. BULLETIN ECONOMIQUE			
30. Bulletin économique	7/		Introduction à la première partie, Section B

- Notes : 1/ En prenant pour point de départ la quatrième session de Mexico, les résolutions sont numérotées consécutivement; la section est indiquée par le chiffre romain entre parenthèses.
- 2/ Les rapports sur le fond sont ceux où le Secrétariat expose le résultat de ses recherches et la teneur de ses conclusions après avoir effectué les enquêtes et analyses économiques voulues. Certains de ces rapports tiendront également compte des résultats donnés par les réunions d'experts. Dans certains domaines, tels que la formation d'économistes, la collaboration avec le programme de l'AAT sur l'assistance technique pour le développement, les réunions du Comité de l'Amérique centrale sur la coopération économique, etc, des rapports descriptifs seront soumis à la Commission quand elle siégera.
- 3/ Le programme de travail tel qu'il se trouve exposé dans la Première partie, section B du rapport annuel (indique l'état des travaux actuellement en cours, ainsi que l'action projetée. A moins d'indications contraires, les chiffres de référence de cette colonne se rapportent à cette section du rapport.
- 4/ Ce projet est entrepris conjointement par la CEPAL et l'AAT.
- 5/ Le Secrétariat présente à la session de Mexico un rapport sur la Productivité dans cinq pays de l'Amérique latine. Dans la résolution adoptée à Mexico sur l'industrie textile, la Commission

demanda qu'une autre étude fut entreprise sur les facteurs, tant nationaux qu'internationaux qui affectent le développement de cette industrie à son stade actuel de développement.

Ce travail sera terminé en décembre 1953

6/ Dans les prévisions budgétaires présentées par le Secrétaire général à la sixième session de  
7/ l'Assemblée générale (document Supplément No. 5 (A/1812)), une rubrique a été prévue pour un bulletin trimestriel pour l'Amérique latine.

Incidences financières du programme de travail et de l'ordre d'urgence pour 1953. Après avoir examiné les projets de résolution soumis au Comité plénier, le Secrétaire exécutif fit l'exposé suivant sur les incidences financières du programme de travail pour 1953 (document E/CN.12/AC.16/16/Rev.1):

"Le Secrétaire exécutif a procédé à l'étude des incidences financières entraînées par les projets de résolution du Comité plénier et désire indiquer aux gouvernements membres la mesure dans laquelle l'observation de ces résolutions affectera les estimations budgétaires relatives à l'année 1953.

1. Le projet de résolution sur les transports et l'énergie (document de séance No.3) rendra nécessaires des ressources additionnelles s'élevant à un total de 45.140 dollars, décomposés comme suit :

a) Etude sur les transports

Postes permanents : un administrateur de première classe pour une année entière...	US \$	9.140	
Deux experts pendant 6 mois .....		10.000	
Voyages officiels : 3 voyages pour recherches sur place et consultations avec les experts et les fonctionnaires .....		1.000	US 20.140

b) Etude sur l'énergie

Experts : 4 experts pendant 6 mois .....	US \$	24.000	
Voyages officiels : 3 voyages pour recherches sur place et consultations avec les experts et les fonctionnaires ..		1.000	US 25.000
TOTAL			<u>US 45.140</u>

2. Si le Comité plénier approuve la proposition du Groupe de travail, de renvoyer à plus tard les projets énumérés dans le document E/CN.12/AC.16/11/Rev.2, page 3, paragraphe e), l'étude sur l'utilisation de la zone franche de Colon et le développement des études sur les industries chimiques et alimentaires pourront être entrepris sans /ressources supplémentaires

ressources supplémentaires. Les dépenses supplémentaires pour les experts et les voyages seront supportées par le budget ordinaire.

3. L'Assemblée générale a dégagé une somme de 60.000 dollars dans le budget supplémentaire de 1952 pour couvrir les dépenses supplémentaires relatives à certains projets approuvés durant la quatrième session de la Commission. Deux de ces projets : a) l'étude sur l'intégration des économies nationales des pays de l'Amérique centrale, b) l'étude sur le commerce intrarégional sont des projets permanents. En soumettant au Conseil l'exposé sur les incidences financières, le Secrétaire général a attiré l'attention du Conseil sur le fait que ces dépenses avaient un caractère permanent et se renouveleraient les années suivantes. Après un examen attentif du programme de travail pour 1953, le Secrétaire exécutif a estimé que les besoins financiers pour cette année pourraient être réduits à la somme de 53.470 dollars, décomposée comme suit :

a) Etude sur l'intégration des économies nationales des pays de l'Amérique centrale

Postes permanents - renouvellement des contrats de deux économistes (un administrateur de première classe et un administrateur de seconde classe) et de deux secrétaires pour l'année entière .....	US\$ 21.470
Voyages officiels : 5 voyages dans les pays de l'Amérique centrale pour étude sur place et discussions avec les représentants des gouvernements .....	2.000 US\$ 23.470

b) Etude sur le commerce intrarégional

Postes permanents - renouvellement des contrats de deux économistes, un administrateur de première classe et un administrateur de seconde classe pour l'année entière .....	US\$ 16.470
Postes temporaires - renouvellement du contrat d'un économiste (administrateur de première classe pendant 6 mois) .....	4.530
Experts : 4 experts pendant 6 semaines .....	7.500
Voyages officiels : 3 voyages pour consultations avec les experts et représentants des gouvernements .....	1.500 US\$ 30.000

TOTAL

US\$ 53.470"

/Résolutions approuvées



2. Résolutions adoptées

<u>Liste des résolutions</u>	<u>Page</u>
Etudes sur la pâte et le papier (Rés. 36(AC.16)).....	70
Coordination des activités de la Commission économique pour l'Amérique latine et le Conseil économique et social interaméricain (Rés. 37(AC.16)).....	71
Transport et énergie en Amérique latine (Rés. 38(AC.16))...	72
Assistance technique (Rés. 39(AC.16)).....	73
Modifications au règlement intérieur (Rés. 40(AC.16)).....	74
Utilisation du portugais comme langue de travail (Rés. 41(AC.16)) .....	75
Etude des répercussions en Amérique latine de l'union européenne de paiements (Rés. 42(AC.16)) .....	76
Programme de travail et ordre d'urgence pour 1953 (Rés. 43(AC.16)) .....	77
Projet de résolution soumis à la considération du Conseil économique et social au sujet du Rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine .....	78

ETUDES SUR LA PATE ET LE PAPIER  
36(AC.16) Résolution adoptée le 14 février 1952  
(E/CN.12/AC.16/17)

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine  
CONSIDERANT QUE le Conseil économique et social par la résolution  
374 (XIII) a recommandé aux commissions régionales de participer aux efforts  
actuellement entrepris en vue d'étudier le développement de l'industrie  
forestière et l'utilisation des ressources forestières en relation avec le  
problème de la fabrication du papier journal;

CONSIDERANT QUE la CEPAL, en collaboration avec la FAO, entreprend  
actuellement une étude préliminaire sur la pâte à bois et le papier en  
Amérique latine;

CONSIDERANT QUE le représentant de l'UNESCO a fait un exposé indiquant  
l'intérêt que porte cette organisation au même problème et a offert de  
coopérer aux études que poursuit à ce sujet la CEPAL;

1. PREND NOTE de la résolution 374(XIII) du Conseil économique et social  
et du document E/CN.12/AC.16/7 présenté par le Secrétaire exécutif;
2. PREND NOTE également des renseignements fournis par le Secrétaire  
exécutif dans son rapport sur l'état d'avancement des travaux (document  
E/CN.12/AC.16/2/Rev.1) au sujet de l'étude sur la pâte à bois et le papier;
3. EXPRIME le souci que lui cause la pénurie de papier d'édition et de  
papier journal en Amérique latine.
4. PRIE le Secrétaire exécutif de continuer les travaux en cours sur la  
fabrication du papier et de la pâte à bois en Amérique latine et en outre,  
dans ses études sur le commerce extérieur, de prendre en considération  
l'importance que présente la question de l'importation du papier d'édition  
et du papier journal.
5. REMERCIE L'UNESCO d'offrir de collaborer avec la CEPAL dans ses enquêtes  
sur ces problèmes et recommande au Secrétaire exécutif de se concerter avec le  
Directeur général de l'UNESCO sur la meilleure manière de coordonner leurs  
activités dans ce domaine.

## COORDINATION DES ACTIVITES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE

POUR L'AMERIQUE LATINE ET LE CONSEIL ECONOMIQUE ET

SOCIAL INTERAMERICAIN

37(AC.16) Résolution approuvée le 13 février 1952  
(E/CN.12/AC.16/18)

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,  
PREND NOTE de la déclaration conjointe des Secrétaires exécutifs  
de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et du  
Conseil économique et social interaméricain (document E/CN.12/AC.16/9),

PREND NOTE du fait que le Comité de coordination a été établi à l'échelon  
du Secrétariat en accord avec la résolution 31(IV) adoptée par la Commission  
à sa quatrième session,

CONSIDERE QUE les principes exposés dans cette déclaration permettent  
d'asseoir sur une base rationnelle la collaboration et la coordination des  
activités de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine  
et du Conseil économique et social interaméricain de l'Organisation des Etats  
américains,

APPROUVE les Secrétaires exécutifs de s'être mis d'accord, tant du point  
de vue de la répartition des tâches, que de la collaboration en ce qui concerne  
certains projets déterminés d'intérêt commun.

TRANSPORT ET ENERGIE EN AMERIQUE LATINE

38(AC.16) Résolution adoptée le 13 février 1952  
(E/CN.12/AC.16/19)

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine

CONSIDERANT que, dès les premières réunions de la Commission, les gouvernements membres ont insisté sur l'importance que présentaient les transports et l'énergie pour le développement économique

CONSIDERANT que l'on n'a pas encore fait d'études spéciales sur ces sujets et que pourtant ces études faciliteraient grandement l'élaboration de plans et de programmes de développement économique,

DECIDE de demander au Secrétaire exécutif d'effectuer, en relation avec le développement économique de l'Amérique latine, des études ayant le caractère de "travaux spéciaux" sur les points suivants :

- a) Problèmes de transport, y compris les conditions de travail et de mécanisation des ports de l'Amérique latine et les coûts comparatifs de fonctionnement de ces ports, et
- b) Disponibilités et besoins d'énergie.

/Assistance technique

ASSISTANCE TECHNIQUE

39(AC.16) Résolution adoptée le 14 février 1952  
(E/CN.12/AC.16/20)

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine  
PREND NOTE avec intérêt de l'exposé du Secrétaire exécutif sur les  
activités conjointes de la CEPAL et de l'AAT (document E/CN.12/AC.16/3);

PREND NOTE du rapport préparé par l'Administration de l'assistance  
technique sur les travaux de ses experts en Amérique latine (document  
E/CN.12/AC.16/4);

RENOUVELLE les recommandations contenues dans la résolution 12(IV)  
(document E/2021) approuvée par la Commission à sa quatrième session;

RECOMMANDE SPECIALEMENT au Secrétariat, d'accord avec les termes de  
la résolution 12(IV) de coopérer avec les gouvernements des pays de  
l'Amérique latine pour préparer, ensemble ou séparément, toute demande  
spécifique d'assistance technique tendant à ce que l'on procède à une étude  
des ressources minérales potentielles des pays intéressés.

/Modifications au

MODIFICATIONS AU REGLEMENT INTERIEUR

40(AC.16) Résolution adoptée le 14 février 1952  
(E/CN.12/AC.16/21)

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,  
CONSIDERANT la recommandation que le Conseil économique et social a  
faite à ses commissions régionales de modifier leur règlement intérieur en  
ce qui concerne la date et le lieu de leurs sessions (résolution 414 (XIII)  
C.1, paragraphe 4);

DECIDE de modifier son règlement intérieur comme suit :

Remplacer les articles 1 et 2 par les suivants :

Article 1

a) La Commission devra, à chaque session, en accord avec le Secrétaire général, proposer la date et le lieu de la session suivante, cette proposition restant sujette à l'approbation du Conseil, et ceci en accord avec le Secrétaire général. Les sessions de la Commission auront également lieu dans les quarante-cinq jours de la communication faite au Secrétaire exécutif d'une demande à cet effet par le Conseil économique et social, et dans ce cas, le Secrétaire général fixera le lieu de telles sessions en consultation avec le Président de la Commission.

b) Dans des cas spéciaux, la date et le lieu des sessions pourront être modifiés par le Secrétaire général en accord avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire chargé du calendrier des conférences. A la demande de la majorité des membres de la Commission le Secrétaire général, en accord avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences, pourra également modifier la date et le lieu de la session.

Article 2

Les recommandations de la Commission concernant le lieu de réunion de chaque session, devront observer le principe suivant lequel tous les pays de l'Amérique latine doivent être choisis à tour de rôle.

UTILISATION DU PORTUGAIS COMME LANGUE OFFICIELLE ET DE TRAVAIL

41(AC.16) Résolution adoptée le 14 février 1952  
(E/CN.12/AC.16/22)

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine, RAPPELANT les opinions favorables exprimées par divers représentants à l'occasion des déclarations faites par le représentant du Brésil à la session de la Commission réunie en Comité plénier pour que soit adopté de manière permanente le portugais comme langue officielle et comme langue de travail pour la Commission économique pour l'Amérique latine, et

CONSIDERANT que la Commission économique pour l'Amérique latine, dans sa réunion de Mexico, a approuvé une résolution (No. 29(IV)) (document E/CN.12/268) sur l'adoption du portugais comme langue officielle et langue de travail, et en raison des considérations contenues dans la résolution précitée,

DECIDE de recommander au Conseil économique et social d'étudier les possibilités d'adopter le portugais, de façon permanente, comme langue officielle et de travail à la Commission économique pour l'Amérique latine.

ETUDE DES REPERCUSSIONS EN AMERIQUE LATINE DE L'UNION  
EUROPEENNE DE PAIEMENTS

42(AC.16) Résolution adoptée le 14 février 1952

(E/CN.12/AC.16/23)

CONSIDERANT QUE le travail intitulé "Répercussions en Amérique latine de l'Union européenne de paiements" présente une grande importance,

CONSIDERANT QUE ce travail peut avoir une grande influence sur l'étude du développement économique des pays d'Amérique latine,

DEMANDE QUE l'étude sur les répercussions en Amérique latine de l'Union européenne de paiements soit incluse dans le programme de travail du Secrétariat pour 1953.



## PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE D'URGENCE POUR 1953

43(AC.16) Résolution adoptée le 14 février 1952  
(E/CN.12/AC.16/24)

Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine,  
RECONNAISSANT la nécessité d'utiliser les ressources disponibles de la  
manière la plus économique, et de coordonner son activité avec celle d'autres  
organismes des Nations Unies.

TENANT COMPTE du rapport du Comité de coordination au Conseil (E/2121),  
et spécialement du paragraphe 11;

APRES AVOIR EXAMINE l'exposé du Secrétaire exécutif sur le programme  
de travail et l'ordre d'urgence pour 1953 (document E/CN.12/AC.16/11/Rev.1);

APRES AVOIR EXAMINE l'exposé du Secrétaire exécutif sur les incidences  
financières des projets de résolution soumis à l'approbation du Comité  
plénier;

APPROUVE le programme de travail et l'ordre d'urgence des divers projets  
tels qu'ils ont été exposés dans le quatrième rapport annuel au Conseil.

3. Projet de résolution soumis à la considération du Conseil économique et social au sujet du Rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine

Résolution approuvée le 14 février 1952

Le Comité plénier décida de soumettre à l'approbation du Conseil économique et social la résolution suivante.

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

PREND NOTE du rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine (document E/CN.12/AC.16/15);

CONSIDERE que le programme de travail de la Commission pour 1952-1953, tel qu'il se trouve exposé dans son rapport annuel, présente une importance capitale pour le développement économique de l'Amérique latine;

APPROUVE l'ordre d'urgence attribué par le Comité plénier aux divers projets de travail.

## APPENDICE

## EXPOSE VERBAL DU SECRETAIRE EXECUTIF

## A LA REUNION DU COMITE PLENIER

DU 11 FEVRIER 1952

Comme l'a souligné le Président, le Comité plénier n'aura pas cette année à remplir les fonctions de la Commission durant ses sessions annuelles. La raison en est bien simple. Il eut été impossible de réaliser dans le court délai d'une année le vaste programme de travail adopté à la Conférence de Mexico, et cette considération a incité le Conseil économique et social à reporter au mois de février 1953 la date de la prochaine réunion de la CEPAL à Rio de Janeiro. Mais, comme entre juin 1951 et février 1953 l'écart de temps eût été trop long, le Conseil a estimé qu'il serait utile que le Comité se réunisse pour donner aux gouvernements représentés au sein de la Commission l'occasion d'examiner la manière dont le Secrétariat s'acquitte de la tâche qui lui a été impartie et de faire les observations, suggestions et modifications qui leur sembleraient indiquées et que le Secrétariat recevra avec le plus grand intérêt.

Un rapport sur l'état d'avancement des travaux a été distribué, qui expose de la manière à la fois la plus brève et la plus détaillée la façon dont nous réalisons notre programme d'action. Aussi ne voudrais-je pas me perdre en prolixités et distraire indûment le temps des représentants. J'aimerais seulement saisir l'occasion qui m'est donnée d'expliquer la raison d'être de ce programme et les objectifs qu'y poursuit la Commission.

Nous avons présenté aux diverses sessions de la Commission un nombre parfois considérable de documents dans lesquels les phénomènes économiques des pays de l'Amérique latine sont exposés, analysés et interprétés. Ces

/études pourraient

études pourraient être considérées comme ayant un caractère théorique et s'il est certain que, comme la réalité nous en convainc chaque jour davantage, toute action pratique doit se baser sur la théorie, qu'il s'agisse du domaine économique ou de tout autre champ de la connaissance humaine, ce n'en serait pas moins une grave erreur de conclure que l'organisation permanente de la CEPAL n'est qu'un instrument d'analyse théorique. Ce serait une grave erreur qui équivaldrait à écarter la Commission de la voie qui lui a été tracée au cours de ses diverses sessions. La CEPAL n'est pas un instrument d'analyse théorique, non plus qu'elle n'est un corps d'investigations scientifiques; elle suit au contraire des buts infiniment pratiques, buts qui ont été progressivement définis et qui ont probablement trouvé leur expression la plus claire à la Conférence de Mexico.

Quels sont donc ces buts pratiques que se propose la CEPAL? C'est là une question qui m'a été posée bien souvent, et je pense que cette réunion est l'occasion appropriée pour tenter d'y répondre.

Précisons tout d'abord que, en tant qu'organe d'action internationale, la CEPAL ne peut concéder d'emprunts; la CEPAL ne peut prendre aucune décision dans les questions économiques comme le font d'autres entités; la CEPAL ne peut fournir des experts pour le vaste programme d'aide économique qui s'étend sur toute l'Amérique latine.

Si elle ne peut réaliser ces tâches pratiques, si en même temps elle n'est pas un institut de recherches théoriques, quelle est donc la mission pratique de la CEPAL? Je vais m'efforcer de répondre à cette question en analysant successivement nos trois grands champs de travail: le développement économique, l'analyse des tendances et des faits récents des économies des pays de l'Amérique latine et le commerce international.

En matière de développement économique, il ne fait aucun doute, à en juger par les recommandations et les résolutions adoptées à Montevideo et

/Mexico que

Mexico, que les gouvernements membres de la Commission orientent de plus en plus leur travail vers l'étude des forces qui agissent au coeur même de l'économie latino-américaine et dont on ne saurait évaluer l'action d'un jour à l'autre, ni même d'une année à l'autre. Leurs effets sont lents, mais ils sont profonds. Il s'agit de ces forces du développement économique qui changent graduellement la structure économique des pays de l'Amérique latine parce qu'elles influent de manière décisive sur le niveau de vie et de consommation des masses, ainsi que sur la formation des capitaux.

Il existe d'autre part une série de facteurs qui exercent une influence rapide et immédiate sur la situation économique et moulent la réalité économique éternellement mouvante.

La différence est fondamentale entre ce que nous avons défini comme les forces profondes du développement économique et ce que nous pourrions appeler les facteurs circonstanciels qui modifient constamment le cours des événements économiques dans nos pays.

Ce sont ces dernières qui préoccupent la plus vivement nos gouvernements et retiennent leur attention immédiate. Tous ceux qui ont eu la responsabilité de diriger les affaires économiques en quelque pays d'Amérique latine savent fort bien que de nos jours et depuis la crise mondiale l'attention des hommes politiques, aussi bien que celle des économistes, a été continuellement attirée par ces facteurs qui soumettent l'économie à des fluctuations constantes. En d'autres termes, leur attention a été continuellement accaparée par l'inéluctable nécessité de résoudre des problèmes immédiats, au détriment bien souvent, de l'étude systématique de ces autres forces qui lentement modifient la structure même des économies.

C'est seulement en périodes de crise ou de déséquilibre, alors que ces forces, auxquelles nous n'avions pas prêté une attention suffisante se manifestent librement, que nous découvrons leur présence au coeur même de

l'économie.

Aussi est-ce avec joie que nous avons reçu des gouvernements membres de la Commission le mandat exprès de consacrer la majeure partie de notre temps à l'étude de ces forces profondes du développement économique.

Et il m'est particulièrement agréable de souligner l'écho favorable que nous avons rencontré dans tous les pays de l'Amérique latine au cours de nos quelques années de travail dans cette capitale; peut-être ceci pourra-t-il contribuer à la formation dans ces mêmes pays de groupes d'économistes qui, libérés de la tâche de chercher une solution aux problèmes d'aujourd'hui ou de demain, pourront étudier ces forces essentielles et affronter directement tous ces problèmes du développement économique qui requièrent essentiellement de l'esprit de prévoyance et des mesures gouvernementales à long terme.

Tel est donc le sens profond du problème. Quelle va être en ce cas l'action pratique de la CEPAL?

Elle se manifeste des façons suivantes :

Premièrement en déterminant les nécessités techniques des pays de l'Amérique latine;

Deuxièmement, en déterminant leurs besoins en investissements de capitaux;

Troisièmement, en étudiant la technique requise pour l'élaboration de programmes;

Quatrièmement, en contribuant à formuler une politique de développement, et

Cinquièmement, en formant des économistes spécialisés dans les problèmes de développement économique.

Si vous le permettez, Messieurs, j'examinerai brièvement chacun de ces points, parce que ceci me paraît indispensable pour comprendre la portée véritable du programme des travaux auxquels nous nous sommes attachés.

/J'ai la

J'ai la conviction que le travail technique que les organes correspondants des Nations Unies et du Point IV réalisent actuellement en Amérique latine est d'une importance transcendante pour le développement économique de celle-ci.

Ce travail s'attaque à un domaine encore peu exploré; comme toute oeuvre nouvelle, il se heurte à d'énormes difficultés. Ce n'est qu'après être passé par bien des expériences et bien des erreurs que la voie juste sera trouvée.

La tâche de la CEPAL est d'aider les gouvernements à définir clairement leurs besoins techniques. Ceux-ci sont de deux ordres : d'une part, la nécessité de recevoir une aide technique immédiate pour résoudre certains problèmes qui demandent simplement l'application de connaissances techniques éprouvées à fond dans d'autres pays; c'est l'aspect le plus aisé du problème. Mais il faut d'autre part adapter les techniques étrangères aux modalités particulières des pays latino-américains et, à un stade plus avancé, il faut trouver des formes techniques nouvelles appropriées à ces modalités en fouillant l'énorme masse des connaissances scientifiques accumulée dans les pays plus développés.

Quel critère adopter pour déterminer clairement les nécessités techniques? Il est impossible de déterminer de façon abstraite ce qui convient à un pays en ce domaine. Le critère doit résulter d'une étude adéquate des problèmes que présente le développement économique du pays donné. L'aide technique doit être fournie en fonction directe à la fois des possibilités de développement et des obstacles qui s'y opposent. Un plan de priorités s'impose donc afin d'éviter les improvisations et empêcher que, pour des raisons ou motifs purement circonstanciels, les pays intéressés ne détournent vers des secteurs moins essentiels les ressources techniques internationales immédiatement requises ailleurs pour favoriser le développement économique.

Comment la CEPAL se prépare-t-elle à collaborer à cette tâche? De trois façons : en premier lieu, au moyen d'études réalisées par des groupes d'économistes en certains pays d'Amérique latine; en second lieu, au moyen d'enquêtes spéciales; en troisième lieu, par l'analyse de certains secteurs de l'économie de l'Amérique latine.

Je vais considérer la première méthode en prenant comme exemple typique le cas du groupe d'économistes que la CEPAL a récemment envoyés en Equateur avec l'assentiment du gouvernement du pays. Les économistes sont partis dans le but d'étudier, avec toute l'objectivité et l'impartialité possibles, les faits relatifs à l'économie équatorienne en s'inspirant du concept fondamental qu'il ne saurait suffire d'examiner les statistiques et les faits, mais qu'il est, de plus, indispensable d'essayer de les interpréter à la lumière des conditions locales. Dans ce but, des discussions systématiques ont été arrangées avec des personnalités officielles ou privées susceptibles de donner des vues éclairées et dont les opinions doivent être prises en considération dans les rapports.

Une fois en possession de l'étude approfondie de l'économie de l'Equateur élaborée par ces économistes, nous serons à même de discerner avec clarté l'ordre d'urgence dans les besoins d'aide technique du pays et de voir comment une aide internationale pourrait être apportée au pays pour en résoudre, l'un après l'autre, les problèmes techniques.

La seconde méthode, celle des enquêtes spéciales, va s'inaugurer prochainement dans un pays d'Amérique latine où nous nous proposons d'examiner quelles sont actuellement les formes d'investigation technique en usage et quelle est la formation donnée aux experts - et quels sont en la matière les besoins les plus urgents en relation avec les difficultés et les potentialités de développement économique au dit pays.

/Nous avons



Nous avons cru bon d'initier d'abord ces recherches dans un seul pays afin d'appliquer ultérieurement à d'autres les leçons de l'expérience ainsi acquise. Et nous serions désireux de solliciter dans ce but la coopération d'autres organes des Nations Unies et celle de l'Administration de l'assistance technique. Au cours de cette enquête, nous nous proposons de vérifier quels sont les problèmes qui ont pu jusqu'à présent être résolus grâce à une organisation adéquate des recherches techniques dans les pays de l'Amérique latine, quels ont été les résultats obtenus, quelles ont été les difficultés à vaincre pour étendre ces recherches à l'agriculture et à l'industrie et à d'autres domaines en fonction du développement économique, quels seraient enfin les meilleurs moyens de mener cette tâche à bien, compte tenu, tant des ressources locales disponibles, que de la possibilité d'obtenir une coopération internationale.

Nous en sommes encore à faire nos premiers pas dans ce domaine et c'est de la qualité des directives auxquelles conduiront nos études systématiques que dépendra l'utilisation efficace, non seulement des ressources internationales, mais encore de toutes celles que chaque pays individuellement pourra consacrer à un but de si haute portée.

Enfin la CEPAL a entrepris certaines études spéciales, telles que celles du fer, de l'acier et du papier, auxquelles je me référerai plus loin. Indépendamment d'autres fins utiles, ces études vont nous permettre de déterminer quels sont les besoins techniques de nos pays dans certains domaines particuliers.

Passons maintenant au second secteur de l'action pratique de la CEPAL : l'étude des investissements nécessaires en Amérique latine.

Comme vous le savez bien, il n'existe aucune étude qui nous permette de déterminer, avec un degré raisonnable de sécurité et de précision, le montant

/des investissements

des investissements que nécessiteraient les divers pays de l'Amérique latine, compte tenu des divers degrés hypothétiques de développement économique, non plus qu'il n'existe aucune estimation valable du montant des capitaux étrangers dont certains pays ont besoin pour compenser l'insuffisance de l'épargne nationale.

Des estimations générales ont été faites; elles peuvent servir de base pour des approximations préliminaires, mais les besoins véritables ne peuvent être connus que par une étude systématique de chacun des pays de l'Amérique du Sud, en commençant par les secteurs dans lesquels le besoin d'investissements se fait sentir de la façon la plus pressante.

Le problème de l'investissement des capitaux étrangers pour promouvoir le développement économique a été fréquemment discuté au sein de cette Commission de même qu'au Conseil économique et social des Nations Unies. L'afflux des idées est continu, et celles-ci sont loin d'avoir pris une forme définitive. Il est certain que des changements dans la façon d'envisager ces problèmes s'imposent dans le futur si les expériences réalisées doivent apporter un enseignement utile.

Mais pour ceci l'Amérique latine doit avant tout arriver à une conception claire des domaines où elle veut employer ses propres ressources en capital, de l'ampleur des capitaux qu'elle nécessite de l'étranger et de ses aptitudes à les investir. Je ne crois pas qu'elle puisse le réaliser sans que soit faite au préalable une étude méticuleuse de ses nécessités et de ses possibilités réelles.

J'espère que des rapports tels que celui que j'ai déjà mentionné sur l'Equateur et ceux que nous sommes en train de préparer sur d'autres pays, démontrent que, si l'action de la CEPAL ne se traduit pas par des mesures concrètes, son travail n'en pourra cependant pas moins exercer une influence pratique réelle, spécialement dans le domaine de la coopération économique

/internationale.

internationale.

On pourrait écrire beaucoup sur ce sujet. Les programmes de développement économique ont éveillé un intérêt considérable ces dernières années. La Commission économique pour l'Amérique latine a recommandé aux gouvernements d'ajuster leur politique de développement à des programmes pré-établis et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement insiste en toutes occasions sur la nécessité d'élaborer des programmes préalables. Néanmoins l'on peut dire que jusqu'à ce jour nous n'avons guère dépassé le stade des généralités.

A ce sujet, le Secrétariat a présenté à la Conférence de Mexico un rapport dans lequel il exposait en termes généraux ce que devrait, à notre avis, contenir un programme, quels devraient être ses éléments, comment se devrait déterminer la valeur respective de ses divers points et leur degré de compatibilité. Néanmoins il n'existe pas encore d'exemples concluants de ce que des pays d'Amérique latine aient su appliquer avec succès ces méthodes d'études dans leurs programmes de développement économique. En d'autres termes, nous n'avons pas encore dépassé le stade des formules générales.

Aussi la CEPAL se propose-t-elle, en accord avec le plan des travaux approuvé à Mexico, de mettre au point une technique pratique pour l'élaboration des programmes, qui soit susceptible de résister à l'épreuve des faits et qui, pour être simple, n'en soit pas moins apte à être progressivement étendue à tous les pays désireux d'avancer dans ce domaine.

Comme on le sait, le but fondamental de tout programme est d'accroître la productivité et le revenu réel du pays afin d'améliorer le niveau de vie des masses. Supposons que le but d'un pays soit d'atteindre, en un nombre déterminé d'années, un accroissement donné du revenu réel par habitant. Si du fait de cet accroissement, tous les autres facteurs économiques se trouvaient

/multipliés par

multipliés par le même coefficient, il serait facile de dresser un programme. Si par exemple durant cette période donnée la population continuait à répartir ses dépenses de consommation comme elle le fait actuellement, il serait aisé de calculer, grâce à ce même coefficient, la quantité de ses besoins futurs. De même si les investissements de capitaux demeuraient de la même nature, il serait facile d'en établir le montant. Enfin si l'on savait que, dans la mesure où croît le revenu réel de la population, vont croître parallèlement les exportations, et par conséquent la capacité à importer mesurée par ces exportations, nous serions à même de dresser un schéma abstrait parfaitement simple de développement économique. Malheureusement aucune de ces conditions n'existe dans la réalité. Les phénomènes sont si complexes que tout accroissement appréciable du revenu réel s'obtient uniquement au moyen de changements fondamentaux dans l'économie elle-même et à son tour cet accroissement du revenu exercera une influence profonde sur les formes des investissements et sur les domaines vers lesquels ils se dirigeront. Des changements significatifs surviendront dans les aspects et les types de la consommation, de même que dans le rythme de développement de certaines consommations. La propension à économiser et à investir se trouvera de même grandement modifiée. Tous ces éléments complexes doivent être envisagés dans l'élaboration d'un programme de développement. Il faut donc arriver à simplifier les diverses variables d'une économie et les réduire à quelques données fondamentales. Ceci exige une technique de travail appropriée, qui permette de maîtriser dans le présent une énorme quantité de statistiques et d'évaluer l'ampleur qu'elles pourront atteindre dans le futur, en se basant sur l'expérience acquise par d'autres pays dans des conditions comparables.

Il ne s'agit là ni d'une technique aisée, ni d'une technique qui se puisse improviser. Il faut commencer par l'élaborer, et c'est là précisément

/le point

le point où nous en sommes. Je ne saurais promettre des résultats rapides. Les premiers fruits de notre labeur seront soumis à la prochaine conférence de Rio de Janeiro, mais je ne crois pas qu'ils puissent être définitifs, car les économistes de la CEPAL ne pourraient par eux-mêmes découvrir, explorer et analyser les divers aspects du problème. Pour cette raison j'estimerai utile de réunir, dès que nous disposerons de nos premiers résultats, des délégués latino-américains et des experts d'autres pays susceptibles de s'intéresser à ces problèmes, afin qu'ils puissent discuter à fond entre eux la technique de l'élaboration des programmes de développement économique. Ces réunions se feraient avec le concours de l'Administration de l'assistance technique comme tel fut le cas à d'autres occasions dont je parlerai bientôt. De tous ces travaux devraient résulter des enseignements pratiques susceptibles de guider les pays qui, considérant que l'établissement de programmes adéquats est le moyen le plus efficace de provoquer le développement économique, décideront d'y collaborer.

J'en arrive maintenant au quatrième point que je m'étais proposé d'analyser dans ce secteur du développement économique : la contribution de la CEPAL à l'élaboration d'une politique de développement économique. Je crois qu'aujourd'hui nous voyons le problème avec plus de clarté qu'il y a quelques années, et ceci nous a encouragé à l'attaquer résolument. J'aimerais citer deux cas d'une certaine importance sur lesquels nous travaillons actuellement : premièrement celui de la politique d'intégration des économies nationales des pays de l'Amérique centrale, et deuxièmement celui de la politique monétaire et fiscale qui serait le mieux adaptée aux nécessités du développement économique.

À la Conférence de Mexico, les républiques d'Amérique centrale ont demandé à la CEPAL d'étudier la possibilité de leur intégration économique. J'ai

/rarement entrepris

rarement entrepris une étude aussi profondément convaincu de sa nécessité et de ses possibilités.

L'Amérique centrale se heurte à un très sérieux obstacle : l'exiguïté des territoires des pays qui la composent. Cet obstacle est évidemment compensé par d'autres conditions propices au développement, et il n'avait pas présenté de conséquences sérieuses tant que l'économie de ces pays avait été dirigée vers l'accroissement de leurs exportations, c'est-à-dire qu'elle avait tendu à se développer vers l'extérieur; mais actuellement, avec la tendance au développement vers l'intérieur grâce à l'industrialisation, survient un problème très sérieux qu'avait ignoré jusqu'alors l'Amérique centrale : celui de l'incompatibilité entre la nécessité de développer certaines formes d'industrialisation et la limitation des marchés. C'est ainsi que des hommes éclairés ont encouragé l'idée d'une étroite union politique et économique de l'Amérique centrale. L'aspect économique seul nous concerne. Nous croyons que les conditions sont favorables à l'intégration; nous croyons que le moment est venu d'envisager la possibilité de créer dans un pays donné de l'Amérique centrale des industries qui travailleraient pour ce pays en particulier et pour les autres pays d'Amérique centrale, en même temps que se créeraient dans ces autres pays des industries susceptibles de travailler également pour le premier; en d'autres termes nous envisageons la possibilité d'échanges industriels profitables à tous, complétés par des échanges de produits agricoles et de matières premières également profitables à l'ensemble de ces pays. C'est avec enthousiasme que nous avons abordé l'étude de ce problème.

A la fin de ces sessions, je pense accompagner le Directeur de notre Bureau à Mexico et son chef d'investigations dans une longue visite en Amérique centrale afin de mieux me pénétrer de ses problèmes et les connaître par moi-même, en plus de l'abondante information que nous avons réunie et

/des études

des études déjà effectuées, et afin de me mettre en contact direct avec les personnalités les plus importantes. Les conditions ne sauraient être plus propices. L'organisation des Etats de l'Amérique centrale a été un grand encouragement pour la CEPAL et j'espère que, dans la mesure de nos moyens nous serons à même de servir cette grande idée comme elle le mérite. Nous voyons ici l'autre but pratique que poursuit la CEPAL : considérer le problème du développement économique de l'Amérique centrale comme un tout et non pas comme une série de problèmes isolés correspondants à chaque pays en particulier, envisager la région dans son ensemble du point de vue de son unité économique et de l'interdépendance des Etats qui la composent. Nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour aboutir à des recommandations qui pourront être utiles aux gouvernements d'Amérique centrale.

En ce qui concerne les politiques monétaires et fiscales dans leur rapport avec le développement économique, la Conférence de Mexico avait voté une résolution demandant à la CEPAL de préparer un rapport sur la question et de le soumettre à la discussion d'un Comité d'experts. La tâche est vaste en matière de politique monétaire et fiscale. Durant les sessions de Mexico, j'ai eu l'occasion de souligner que, confrontée avec les formidables problèmes du développement économique, la politique monétaire s'était montrée plutôt négative en ce sens qu'elle a servi à enseigner à nos pays ce qu'ils ne devaient pas faire sans leur suggérer ce qu'ils pourraient faire pour encourager leur développement économique. Il est essentiel d'arriver à coordonner la politique monétaire avec la politique fiscale et avec d'autres aspects de la politique économique y compris celle des syndicats, afin d'obtenir des résultats concrets qui répondent aux problèmes nés du développement économique et soient de plus capables de favoriser ce développement.

/Nous travaillons

Nous travaillons actuellement à ce rapport qui doit être présenté à la prochaine conférence de Rio de Janeiro, et je ne saurais vous dissimuler l'anxiété que nous causent certaines des vérifications faites au cours de notre travail. Prenons par exemple le cas de l'incompatibilité, due au bas niveau général du revenu réel en Amérique latine, qui existe entre le désir d'intensifier les investissements et le but, non moins louable, d'élever en même temps le niveau de vie des masses. Dans l'espoir de poursuivre ces deux buts simultanément, certains pays ont laissé l'inflation atteindre un stade certainement dangereux : celui de l'inflation des coûts de production. L'inflation des coûts est, en peu de mots, le processus selon lequel un pays n'ayant pu augmenter proportionnellement sa productivité se trouve dans l'impossibilité d'absorber l'augmentation des salaires et des charges d'assurances sociales. Ces augmentations se trouvent transmises d'un groupe à l'autre de la collectivité en une lutte stérile qui paraît ne jamais finir précisément parce qu'elle ne parvient qu'à réduire la productivité et disloquer l'économie au lieu d'introduire des conditions favorables à un accroissement de la production, seul moyen d'absorber ces nouvelles charges.

C'est ainsi que le processus classique de l'inflation traditionnelle, qui demeurerait dans la limite de l'action des banques centrales et de la politique fiscale, échappe actuellement aux banques, et la politique monétaire devient impuissante à retenir le processus de l'inflation.

Je considère ce problème comme étant de la plus haute gravité pour l'Amérique latine et il était de notre devoir de le souligner avec toute l'impartialité nécessaire.

Ceci démontre que la CEPAL ne se confine pas dans des études de caractère technique, mais qu'elle prête son attention aux grands problèmes de la réalité économique en Amérique latine.

/Enfin j'aimerais



Enfin j'aimerais mentionner un dernier point relatif à l'action pratique de la CEPAL. A Mexico, selon les recommandations faites au cours de conférences antérieures, la CEPAL s'est vue confier une tâche qu'elle va entreprendre en toute modestie : contribuer à la formation de petits noyaux d'économistes latino-américains spécialisés dans les problèmes du développement économique.

Ces économistes étudieront à la fois les analyses des conditions réelles qui s'élaborent dans nos bureaux et les problèmes théoriques qui leur permettront de concevoir plus clairement les aspects pratiques du développement économique.

Nous débiterons avec un petit groupe d'économistes choisis parmi ceux qui auront déjà eu une certaine responsabilité dans le développement économique de leurs pays respectifs; ils seront par là plus à même de contribuer à notre travail d'analyse en nous apportant leurs connaissances et leur interprétation des phénomènes de leurs propres pays, et ils assureront une fructueuse collaboration pour la tâche commune.

Il est généralement reconnu qu'une des grandes difficultés qui se présentent dans l'élaboration des programmes de développement économique est le manque d'économistes qui soient capables de les concevoir, et nous espérons que la CEPAL, grâce à cette initiative qui a rencontré l'appui le plus franc de l'Administration de l'assistance technique, pourra contribuer à répondre à ce besoin.

Je me suis référé jusqu'à présent à ce que j'ai appelé le premier secteur des activités du Secrétariat de la CEPAL, qui se rapportent au développement économique. C'est dorénavant le Centre de développement économique, dont la création a été recommandée par la Conférence de Mexico, qui s'occupera de ces problèmes.

/Quant au

Quant au second secteur de nos activités : l'analyse des faits et tendances récents de l'économie de l'Amérique latine, les possibilités d'action pratique sont beaucoup plus limitées comparées avec celles qu'offre le premier secteur du développement économique. Les résultats de ces analyses sont présentés chaque année dans l'Etude économique qui passe en revue les événements les plus importants de l'économie latino-américaine en relation avec les événements de l'économie mondiale. Afin de ne pas prolonger cet exposé, je n'entrerai pas dans les détails de notre méthode de travail; je dirai seulement que le délai qui nous a été accordé cette année grâce à l'ajournement de notre conférence annuelle nous permettra de présenter cette fois-ci un travail révisé avec plus de soin et rédigé dans un esprit d'unité et une vue d'ensemble que nous n'avions pas encore atteints dans les rapports précédents.

Enfin, en ce qui concerne le troisième secteur de l'activité de la CEPAL : le commerce international, nous nous sommes consacrés avec ardeur à une étude que la Conférence de Mexico nous avait recommandée de façon formelle: celle du commerce intrarégional, sans pour cela abandonner les rapports sur le commerce avec les Etats-Unis et l'Europe dont les résultats avaient été présentés aux conférences précédentes.

Le commerce intrarégional constitue un problème très sérieux, nous nous en rendons tous compte. La CEPAL explique dans ses publications antérieures comment le processus du développement économique oblige nos pays à changer la composition de leurs importations étant donné que le rythme du développement intérieur est supérieur à l'accroissement réel de leur capacité à importer mesurée par leurs exportations. De là vient que les changements dans la composition des exportations, provoqués et réalisés au moyen de tarifs douaniers et contrôles des changes, deviennent, examinés à la lumière des

/événements un

événements, un phénomène imposé à nos pays par les réalités de leur développement. Si l'on ajoute à ceci les conséquences de l'inflation, l'ensemble des facteurs a pesé d'un tel poids sur les pays sud-américains, que ceux-ci, à peu d'exceptions près, ont été obligés de réserver leurs devises disponibles aux secteurs d'importation qui présentaient le plus d'importance du point de vue de leur développement économique et de leur consommation, c'est-à-dire principalement aux importations de biens de capital, de matières premières et de biens essentiels. Le commerce entre les pays latino-américains a beaucoup souffert dans le processus. Pour quelles raisons? En vertu de quelles causes la nécessité de changer la nature des importations et de réduire certaines importations venant des Etats-Unis ou d'Europe pour faire place à l'importation d'autres articles, a-t-elle également entraîné la diminution des importations entre les pays de l'Amérique latine? Par une conséquence fatale du système des échanges, parce que le pays qui manquait de dollars ou de devises européennes se trouvait réduit, en même temps qu'il diminuait ses importations afin d'employer au mieux ses devises, à diminuer également ses importations provenant d'autres pays d'Amérique latine et payables en dollars ou autres devises fortes. C'est ainsi qu'un phénomène qui devait se limiter au commerce avec certains centres industriels a gagné toute l'Amérique latine, causant de grands dommages. Il faut souligner le fait que dans le cas des importations venant d'Europe ou des Etats-Unis, celles-ci ont été réduites dans le but d'en favoriser d'autres jugées plus favorables au développement du pays; la composition des importations en a été affectée plus que leur volume. Tandis qu'entre les pays d'Amérique latine, c'est presque la disparition des échanges qui est survenue, la diminution de certaines importations n'a pas été compensée par l'augmentation d'autres importations, puisqu'au contraire les devises ainsi libérées ont servi à

/acquérir des biens

acquérir des biens essentiels importés des Etats-Unis ou d'Europe. L'on a tenté de protéger le commerce intrarégional au moyen de divers types d'accords de compensation ou d'échanges, mais il faut bien l'avouer, l'expérience ne s'est guère montrée satisfaisante. Quels sont les facteurs responsables de l'échec de ces accords à supposer qu'ils aient pu être efficaces, point lui-même fort discutable? Où résident-ils? Quelle est leur nature? C'est l'étude à laquelle nous nous sommes attelés. Nous avons choisi dans ce but un groupe de pays latino-américains, car il serait impossible de les étudier tous à la fois. Si notre plan de travail est approuvé, nous le poursuivrons en l'étendant à d'autres pays. Mais nous n'allons pas nous contenter d'étudier les causes qui entravent les échanges entre les pays latino-américains, nous nous consacrerons également à l'étude systématique d'une série de produits déjà existants dont le commerce pourrait se développer à l'intérieur de l'Amérique latine et à celle de nouveaux produits qui pourraient figurer dans ces échanges.

Enfin il me reste à mentionner certaines études de caractère industriel qui font suite à celles que nous avons déjà présentées au cours de conférences antérieures.

Deux de ces études présentent une importance particulière; l'une porte sur la sidérurgie, l'autre sur le papier.

L'accroissement notable des besoins de l'Amérique latine en fer et en acier et les potentialités futures de ces besoins, qui sont non moins importantes, justifie une étude spéciale de ces produits. Nombre de problèmes sont nés, qu'une certaine expérience acquise en Amérique latine va nous aider à discuter.

La CEPAL termine actuellement un rapport qu'elle va soumettre à un groupe réduit d'experts d'Amérique latine et d'ailleurs qui doivent se réunir

/prochainement.

prochainement. Les discussions vont porter, quant à la partie économique, sur les possibilités de développement des industries sidérurgiques compte tenu des marchés souvent réduits de l'Amérique latine et sur les possibilités de spécialisation. D'autre part, certains problèmes techniques seront soulevés, qui promettent de donner lieu à d'intéressants échanges de vue entre les experts. Prenons le cas de la déficience du charbon de coke dans toute l'Amérique latine, qui constitue l'un des obstacles les plus sérieux au développement des industries sidérurgiques. On a eu, jusqu'à présent, recours à des solutions précaires parce que précisément nos propres ressources n'avaient jamais été étudiées sérieusement. Il en va de même dans d'autres secteurs de l'industrie sidérurgique. Des études spécialisées et des échanges de connaissances entre experts d'Amérique latine et d'ailleurs pourront conduire à la formulation de recommandations de la plus grande utilité pour nous.

J'ai l'impression, Messieurs, d'avoir déjà pris trop de votre temps. Je vous demanderai cependant de m'accorder quelques minutes supplémentaires pour évoquer, très brièvement, certains aspects de notre activité qui, en d'autres temps, ont suscité un intérêt spécial et provoqué d'abondantes discussions au cours de précédentes réunions. Il s'agit tout d'abord du problème de la coordination du travail. Il se trouve qu'un certain nombre d'organisations internationales travaillent dans le même domaine, ce qui a parfois donné lieu à une duplication des efforts que nous avons tous grand souci de voir disparaître. J'ai la satisfaction de vous communiquer que nous avons pu supprimer ces problèmes dans tous les cas concrets où nous les avons rencontrés. Le cas le plus important était celui de nos relations avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Pour pouvoir intégrer l'Amérique latine dans un programme général de développement économique, nous

/avons besoin

avons besoin de connaître à fond la nature de ses problèmes agricoles. L'organisation pour l'alimentation et l'agriculture se trouvait dans la même nécessité. Nous nous sommes arrêtés à une formule bien simple pour éviter de faire double travail : travailler en commun. Des économistes de l'organisation travaillent avec les nôtres et ils préparent en commun des rapports tantôt pour la CEPAL et tantôt pour la FAO; ainsi ont disparu de bien simple façon les problèmes de compétence et les discussions interminables et stériles qu'ils entraînent. C'est en appliquant des principes semblables que nous avons été à même de résoudre en d'autres cas ces difficultés qui semblent tant préoccuper le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il est certain qu'il n'était pas difficile de rencontrer la solution dans des cas comme celui-ci ci-dessus mentionné. Mais il est un cas de coordination où vous pourriez penser; Messieurs, qu'il s'agit presque plus de concurrence que d'aide mutuelle.

Comme vous le savez, il nous est arrivé dans le passé de nous trouver devant le problème de chevauchement d'activités avec le Conseil économique et social interaméricain. La question a été débattue à la Conférence de Mexico où je n'ai pas hésité à déclarer que le problème existait en théorie et non en pratique. J'ai souligné qu'il n'y avait aucune raison pour que ces chevauchements ne puissent être supprimés. Le domaine à explorer est en effet si vaste et il y reste tant à faire que deux organisations douées d'une capacité de travail plus vaste encore pourraient parfaitement coexister.

Nous avons en ce moment auprès de nous mon distingué collègue, M. Taylor, qui a apporté le programme complet de travail que se propose de poursuivre le Conseil économique et social interaméricain. Nous avons comparé ce programme avec le nôtre pour voir où il pourrait y avoir duplication de travail,

/et nous

et nous avons, en chaque cas, trouvé une solution satisfaisante.

Il a suffi de trois heures de conversation avec M. Taylor pour arriver à un véritable accord. J'affirme donc de façon péremptoire que le problème des doubles emplois n'existe pas et que, avec de la bonne volonté et un sentiment de responsabilité dans le maniement de nos ressources, il disparaîtrait, étant donné le nombre considérable de questions qui n'ont pas encore pu être traitées comme il conviendrait dans notre programme de travail.

J'aimerais terminer par quelques remarques sur le rôle qui revient à la Commission dans l'orientation à donner à certaines mesures fondamentales de coopération économique internationale. Deux domaines, en cette matière, intéressent particulièrement l'Amérique latine : la coopération technique et la coopération financière. Toutes deux en sont encore au stade expérimental et leurs principes doivent se fixer progressivement en s'inspirant des leçons de l'expérience. C'est dire que les principes initiaux sont sujets à révision puisqu'il aurait été impossible, il y a quelques années, d'avoir une vue d'ensemble précise du vaste champ des réalités économiques des pays qu'il est convenu d'appeler les moins développés économiquement.

Les réunions annuelles de la CEPAL offrent aux gouvernements d'Amérique latine et à ceux d'Europe qui y sont représentés, l'occasion de faire une analyse critique et constructive de l'activité internationale qui se poursuit dans ce domaine, ainsi que d'exercer une influence puissante et efficace sur l'élaboration de la politique suivie par les institutions respectives.

C'est là la conclusion à laquelle sont parvenus les économistes de la CEPAL. Nous sommes convaincus que les gouvernements de l'Amérique latine pourront trouver dans nos rapports des données et des estimations de plus en plus complètes et s'inspirer des principes directeurs d'une politique de coopération internationale, qui est d'une importance si vitale pour le développement de nos pays.







